



ASSOCIATION OF CARIBBEAN STATES
ASOCIACION DE ESTADOS DEL CARIBE
ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

ANNEXE I

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)

XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT

Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

CONCEPT DE PROPOSITION DE PROJET DE TRANSPORT

Liste des projets de transport

- Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet
- Création d'un Centre de Coordination des Recherches, Conseils et Formations au Service des Pays Membres de l'AEC.
- Création de la Base de Données des Problèmes et Solutions dans le cadre de l'Activité Maritime et Portuaire de l'AEC
- Carte de Routes Maritimes de la Grande Caraïbe

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)
XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT
Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

BASE DE DONNEES PORTUAIRES ET MARITIMES
POUR LA GRANDE CARAIBE
DISPONIBLE SUR INTERNET



Dernière mise à jour: Septembre 2005

ABBREVIATIONS AND ACRONYMES

AEC: Association des Etats de la Caraïbe

CARICOM: Communauté de la Caraïbe

BDC: Banque de développement des Caraïbes

COCATRAM: Commission Centraméricaine pour le Transport Maritime

ATMC: Association des Transporteurs Maritimes de la Caraïbe

CEPALC : Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe

BID: Banque Interaméricaine de Développement

OECO: Organisation des Etats des Caraïbes Orientales

TDR: Termes de Référence

UNO: Institut National Portuaire et Maritime de l'Université de la Nouvelle Orléans

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

I - RESUME DU PROJET	
A. DESCRIPTION DU PROJET	
1.1 Intitulé du projet <i>Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet</i>	1.2 Secteurs prioritaires et programme de l'AEC <i>Transport (TP-Transport)</i> <i>Programme: «Unir la Caraïbe par Voies Aérienne et Maritime»</i>
1.3 Objectifs et Justification Objectif général du projet : <i>Améliorer l'efficacité du transport maritime dans la Grande Caraïbe grâce à une coopération accrue entre les pays de la région.</i> Objectif spécifique du Projet : <i>Fournir des informations maritimes pertinentes et opportunes à des acteurs clés dans la région de l'AEC grâce à la création d'un système d'information disponible sur Internet.</i> Justification du projet : <i>Dans la mesure où la majorité des importations et des exportations de la Caraïbe sont effectuées par voie maritime, une meilleure efficacité dans le secteur du transport maritime serait extrêmement bénéficiaire à tous. En règle générale, les ports de la Caraïbe ne manquent pas de capacités et disposent d'un nombre d'entreprises de transport suffisant pour les besoins actuels. C'est plutôt une réforme législative harmonisée qui est nécessaire pour motiver l'amélioration des pratiques administratives, stimuler l'investissement de manière à moderniser les équipements et installations actuels, et assurer une mise en commun efficace des ressources dans ce secteur. Les réformes dans cette industrie devraient insister sur une plus forte compétition, une gestion efficace et une coopération régionale. En tout état de cause, il est urgent d'améliorer la collecte des données et leur diffusion auprès des usagers et fournisseurs de services de transport.</i> <i>Pour faire face à cette situation et en vue de consolider le secteur du transport maritime en améliorant la coopération fonctionnelle en matière de transport maritime dans la Région, l'AEC a entrepris de développer une base de données maritime standardisée et à jour afin de contrôler la performance des ports et de permettre leur comparaison, en fournissant des statistiques sur les infrastructures portuaires, les services de fret et les mouvements des cargos dans la région de la Grande Caraïbe. Ce projet fait partie du Programme intitulé "Unir la Caraïbe par Voies Aérienne et Maritime" qui consiste, entre autre, à appuyer et promouvoir la modernisation et la rationalisation des politiques, de l'infrastructure et des services du secteur transport dans la Grande Caraïbe.</i>	
1.4 Composantes <i>Développement d'une liste de données spécifique au transport maritime et d'un réseau de fournisseurs d'information</i> <i>Développement, entrée de données et promotion du site web</i>	
1.5 Coûts et durée estimés <i>Projet: 200.000,00 US\$; 14 mois</i>	1.6 Etat d'avancement du projet <i>Le projet a été approuvé par la BID</i>
B. PARTIES PRENANTES	
1.7 Institution responsable: <i>Association des Etats de la Caraïbe (AEC)</i>	1.8 Bénéficiaires <i>Pays Membres de l'AEC.</i> <i>Les principaux bénéficiaires du système seront les usagers et fournisseurs de services portuaires et maritimes de la région (exportateurs, importateurs, transporteurs, agents de transports etc.) ainsi que les entités publiques chargées du secteur et les décideurs politiques régionaux et nationaux.</i>
1.9 Institutions associées <i>Communauté de la Caraïbe (CARICOM); Association des Transporteurs Maritimes de la Caraïbe (ATMC); Commission Centraméricaine pour le Transport Maritime (COCATRAM); Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPALC); Réseau caribéen de TRAINMAR; Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO); Institut National Portuaire et Maritime de l'Université de la Nouvelle Orléans (UNO),</i>	
1.10 Agences d'exécution <i>Secrétariat de l'AEC</i> <i>2 Consultants Internationaux</i>	1.11 Bailleurs de fonds <i>Fonds fiduciaire de la BID: 150.000,00 US\$</i> <i>Contrepartie de l'AEC: 50.000,00 US\$</i>

II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET

A. CONTEXTES ET ANTECEDENTS

2.1 Caractéristiques du secteur

A l'heure où le phénomène de libéralisation s'accroît dans le monde entier et où les barrières tarifaires disparaissent, le coût du transport a une influence de plus en plus déterminante sur le prix final des marchandises. Pour de nombreux pays de l'AEC, et en particulier pour les petites îles de la Caraïbe, cet état de choses représente un énorme problème. A cause de leur taille et faute de disposer d'une gamme diversifiée de ressources domestiques, ces pays dépendent fortement de leurs importations pour soutenir la production locale et satisfaire la demande des consommateurs. En même temps, vu l'absence de marchés locaux de tailles suffisantes, ils dépendent des revenus engendrés par l'exportation pour maintenir leur croissance économique. La plupart des membres de l'AEC doivent faire face à des coûts unitaires de transport relativement élevés qui affectent les revenus engendrés par l'exportation et les prix à l'importation, tout en entravant le développement de relations étroites entre les régions. En 1997, pour les îles de la Caraïbe, les coûts de fret et d'assurance représentaient 11% de la valeur totale de l'importation. Pour l'Amérique centrale, ils représentaient 9%. C'est à peu près le double de la moyenne mondiale qui est de 5%. Le coût total du transport dépend du coût du fret, des primes d'assurance, des types de cargaison, de la distance, des frais portuaires, des délais d'attente portuaires, des économies d'échelle et des frais de transport intérieur. Bien que beaucoup de ces coûts soient inévitables parce que directement liés aux réalités géographiques de la région, des réductions sensibles pourraient être réalisées en éliminant les nombreuses inefficacités qui existent dans le secteur du transport régional.

2.2 Problèmes à résoudre

Dans la mesure où la majorité des importations et des exportations de la Caraïbe sont effectués par voie maritime, une meilleure efficacité dans le secteur du transport maritime serait extrêmement bénéficiaire à tous. En règle générale, les ports de la Caraïbe ne manquent pas de capacités et disposent d'un nombre d'entreprises de transport suffisant pour les besoins actuels. C'est plutôt une réforme législative harmonisée qui est nécessaire pour motiver l'amélioration des pratiques administratives, stimuler l'investissement de manière à moderniser les équipements et installations actuels, et assurer une mise en commun efficace des ressources dans ce secteur. Les réformes dans cette industrie devraient promouvoir une plus forte compétition (entre ports ou parmi eux), une gestion efficace (horaires d'ouverture flexibles, formation, revalorisation des normes de sécurité et d'environnement, rationalisation des procédures douanières) et une coopération régionale (pour entre autre, faciliter le transbordement, améliorer l'utilisation des espaces de cargaison et favoriser l'investissement dans les infrastructures). En tout état de cause, il est urgent d'améliorer la collecte des données et leur diffusion auprès des usagers et fournisseurs de services de transport.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

2.3 Proposition de projet

Pour faire face à cette situation et à plusieurs autres problèmes qui se posent dans le secteur du transport, les Etats Membres de l'AEC ont adopté un programme régional à long terme intitulé « Unir la Caraïbe par Voies Aérienne et Maritime ». Le but de ce projet est d'aider à la modernisation et la rationalisation des politiques, de l'infrastructure et des services du secteur du transport dans la Grande Caraïbe.

Dans le domaine du transport maritime, l'une des priorités essentielles est de créer une base de données maritime standardisée et actualisée pour contrôler les performances portuaires et permettre des comparaisons entre les ports en fournissant des statistiques sur les infrastructures et les tarifs portuaires ainsi que sur les services de transport dans la région de la Grande Caraïbe. En 2000, le Groupe d'Experts Maritimes du Comité Spécial sur le Transport de l'AEC a commencé à formuler une proposition dans ce sens. COCATRAM, ATMC, CEPALC, TRAINMAR et UNO ont également participé à l'élaboration de ce projet. Le projet actuel, « Développement d'une Base de Données Portuaires et Maritimes pour la Grande Caraïbe, Disponible sur Internet » résulte de ces efforts.

Cette proposition porte sur la création d'une base de données contenant aussi bien des données homogènes sur l'infrastructure et le fonctionnement des ports dans les Pays Membres de l'AEC que des indicateurs clés basés sur ces informations et permettant de comparer la productivité, la compétitivité, et la performance de ces ports pendant une période donnée ou à un moment spécifique. L'analyse des performances de chaque port et des comparaisons entre les ports permettrait alors aux dirigeants et administrateurs des ports d'identifier les lacunes et les meilleures pratiques et par là même, d'améliorer les indicateurs clés. Cette initiative offre aux dirigeants et administrateurs des ports la possibilité de se rassembler, de partager leurs expériences et de contribuer à l'effort régional pour améliorer les performances du secteur maritime.

2.4 Autres interventions liées

Malgré les tentatives manifestes pour recueillir et publier des données relatives aux ports et au transport sur le plan national, ces données sont souvent incomplètes, périmées, inaccessibles à l'ensemble des pays de l'AEC et disparates au niveau de la région. Le projet examinera la possibilité d'utiliser les bases de données élaborées par COCATRAM, ATMC et CEPALC dans le secteur du transport maritime. Les leçons tirées de ces expériences seront prises en compte pour développer la base de données de l'AEC.

B. OBJECTIFS

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

2.5 Objectif général du projet

Améliorer l'efficacité du transport maritime dans la Grande Caraïbe grâce à une coopération accrue entre les pays de la région.

2.6 Objectif(s) spécifique(s) du Projet

Mettre des informations maritimes pertinentes et opportunes à la disposition des acteurs clés dans la région de l'AEC, grâce à la création d'un système d'information disponible sur Internet.

Ce système générera des indicateurs sur la performance des ports et leurs comparaisons qui permettront aux dirigeants et administrateurs portuaires d'identifier les lacunes et les meilleures pratiques et par là même d'améliorer les indicateurs clés.

2.7 Résultats escomptés

La réalisation de ce projet aboutira à :

- Une base de données maritimes et portuaires opérationnelle dans la grande Caraïbe, disponible sur Internet ;
- Un réseau opérationnel de fournisseurs d'informations équipés des techniques nécessaires pour alimenter et mettre régulièrement à jour la base de données ;
- Un personnel ayant bénéficié d'une solide formation leur permettant de maintenir la base de données au Secrétariat de l'AEC;
- Des connaissances solides pour une utilisation intensive de la base de données par les utilisateurs appropriés dans tout la région ;
- L'apport dans la région entière de données essentielles sur l'infrastructure et les opérations portuaires des pays Membres de l'AEC et des indicateurs clés qui permettront de contrôler la performance des ports et d'établir des comparaisons entre eux ;
- Une meilleure sensibilisation aux problèmes auxquels le secteur maritime doit faire face et la mise au point de stratégies susceptibles d'améliorer la performance des ports de la région.

Des données portuaires et maritimes facilement accessibles, opportunes et homogènes contribueraient à accélérer le processus de chargement des cargaisons et à améliorer l'utilisation des espaces à cargaison tout en donnant aux analystes industriels le moyen d'évaluer les problèmes et de proposer des améliorations dans l'ensemble de la région.

En fin du projet, un séminaire sera organisé pour présenter la base de données aux fournisseurs d'information, aux acteurs clés et aux utilisateurs et expliquer en détail comment les indicateurs clés générés permettront de commencer à identifier les stratégies nécessaires à l'amélioration des performances dans les ports de l'AEC.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

C. PARTIES PRENANTES

2.8 Bénéficiaires

Pays Membres et Membres Associés de l'AEC.

Les principaux bénéficiaires du système seront les usagers et fournisseurs de services portuaires et maritimes de la région (exportateurs, importateurs, transporteurs, agents de transports etc.) ainsi que les entités publiques chargées du secteur et les décideurs politiques régionaux et nationaux.

2.9 Institutions Participatives

Agence responsable

Association des Etats de la Caraïbe (AEC)

Institutions associés

Communauté de la Caraïbe (CARICOM);

Association des Transporteurs Maritimes de la Caraïbe (ATMC)

Commission Centraméricaine pour le Transport Maritime (COCATRAM) ;

Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPALC) ;

Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OEEO),

Réseau caribéen de TRAINMAR,

Institut National Portuaire et Maritime de l'Université de la Nouvelle Orléans (UNO),

D. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE

2.10 Bénéfices

Le projet améliorera l'échange dans la région toute entière d'informations fiables, actualisées et homogènes sur le transport maritime dans la Grande Caraïbe, ce qui sera bénéfique aux compagnies de transport appartenant aussi bien au secteur privé que public. Il augmentera les chances d'échanges commerciaux grâce à une meilleure diffusion d'informations concernant les ports situés dans le bassin caribéen. De plus, il aidera le Secrétariat de l'AEC à remplir la mission qui lui a été confiée par ses pays membres dans le domaine du transport maritime, en fournissant au Comité Spécial sur le Transport et à son Groupe Technique les moyens d'analyser les performances des ports des Pays membres de l'AEC, d'identifier les meilleures pratiques et de faire des recommandations quant à l'amélioration des performances dans le secteur maritime. Il favorisera également les liens de coopération régionale dans le domaine

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

des transports maritimes entre les pays anglophones, francophones et hispanophones de la Caraïbe.

L'existence d'une base de données portuaires et maritimes est essentielle à l'amélioration du développement et de la qualité des services maritimes dans la Grande Caraïbe. Cette base de données fournira des indicateurs permettant de contrôler et de comparer les performances des ports, tout en soulignant les opportunités et les problèmes à résoudre. Elle permettra d'identifier les forces et les faiblesses de chaque port en mettant en évidence le coût, la productivité et la compétitivité des ports. Dans le futur, elle favorisera la mise en place de projets opérationnels de coopération pour tenter de résoudre les problèmes, s'attaquer aux faiblesses du secteur et, de ce fait, elle servira à consolider le secteur du transport maritime dans la Caraïbe.

Le site d'information sur le web facilitera la communication interactive entre l'AEC et les futurs utilisateurs de l'information grâce à son forum interactif en ligne, un bref questionnaire et une boîte à lettre spéciale.

2.11 Risques critiques et viabilité

Risques critiques	Estimation du risqué	Mesures permettant de mitiger les risques
<ul style="list-style-type: none"> Informations non fournies à temps pour élaborer et mettre à jour la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Elevé 	<ul style="list-style-type: none"> Des consultations régulières avec les fournisseurs d'informations se dérouleront pour expliquer l'utilité de la base de données, susciter le soutien des fournisseurs et développer chez eux un sentiment de responsabilité. Le Secrétaire de l'AEC consultera régulièrement les autorités nationales des Etats Membres des pays de l'AEC par l'entremise du Comité Spécial sur le Transport de l'AEC.
<ul style="list-style-type: none"> Obtenir des données fiables et comparables 	<ul style="list-style-type: none"> Moyen 	<ul style="list-style-type: none"> Les consultants vérifieront attentivement la vraisemblance des données fournies et devront trouver des solutions techniques pour transformer les données reçues en données comparables. Les fournisseurs d'information devront comprendre l'utilité d'identifier les faiblesses de leurs ports en vue d'améliorer leurs performances.

2.12 Viabilité à long terme

La viabilité à long terme repose sur la mise à jour de la base de données. C'est pourquoi la création d'un réseau de fournisseurs d'information revêt une importance capitale, de même qu'il est crucial que les participants de ce réseau aient le sentiment que ce réseau leur appartient et qu'ils soient persuadés de l'importance de ce projet et des avantages qu'ils en retireront. La Direction du Transport de l'AEC surveillera la mise à jour de la base de données lorsque le projet sera mis en place.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

Plusieurs réunions et ateliers de travail seront organisés pour assurer le suivi, analyser les indicateurs fournis par la base de données, formuler des recommandations pour l'amélioration des performances portuaires, suggérer d'éventuels projets de coopération entre les dirigeants portuaires et encourager l'apport suivi des données en temps utile.

III. MISE EN OEUVRE DU PROJET

A. COMPOSANTES ET ACTIVITES

3.1 Description des composantes

Composante A:

Elaboration d'une liste de données relative au transport maritime et création d'un réseau de fournisseurs d'information

Un consultant international possédant une expertise reconnue dans le transport maritime dans la Grande Caraïbe (collecte d'information et analyse économique) sera recruté pour élaborer une liste de données basée sur les exigences en matière d'information ainsi que des indicateurs de performance souhaités par les utilisateurs publics et privés de l'information dans les secteurs maritimes et portuaires. Le consultant devra en outre justifier de l'utilité de la liste de données après analyse des problèmes liés au transport maritime dans la Grande Caraïbe et des systèmes d'information en place. A partir d'une liste initiale de variables, et après identification et évaluation de toutes les sources d'information de ces variables, le consultant redéfinira la liste des paramètres à inclure, en tenant compte des bases de données existantes (COCATRAM, ATMC, CEPALC).

Le consultant aura la responsabilité de présenter le projet aux fournisseurs d'informateurs et aux éventuels utilisateurs. Il devra faire prendre conscience aux fournisseurs d'information de l'importance capitale de leur rôle dans la création d'un système d'informations portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe (et sera aidé en cela par l'analyse des problèmes liés au transport maritime). Le système ne sera pas présenté seulement comme un système d'information appartenant à l'AEC mais comme un système régional d'information portuaire et maritime que les fournisseurs partageront par l'intermédiaire du Secrétariat de l'AEC dans le but d'améliorer les services maritimes de la région Grande Caraïbe. Les fournisseurs d'information s'impliqueront dans le projet en participant au Réseau Régional de Statistiques Maritimes et Portuaires. Ils devront s'engager à fournir les informations requises de manière suivie.

Composante B:

Développement, entrée des données et promotion du site Web

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

Un consultant international possédant une expertise reconnue dans le domaine des systèmes d'informations statistiques et dans la conception de sites web sera recruté pour créer un site web sur Internet destiné à présenter les données recueillies et les indicateurs générés ainsi que des informations générales sur le projet.

Il créera et développera une base de données et mettra en place une solution technique pour entrer et importer les données fournies et s'assurer que les données sont comparables. En outre, il veillera à ce que la base de données soit alimentée correctement par les fournisseurs d'information, et formera le personnel de l'AEC pour qu'il soit capable de maintenir la base de données.

Réunions:

Plusieurs réunions sont prévues pour aider à la mise en œuvre des diverses activités liées à réalisation des composantes :

- Une réunion préliminaire entre les consultants, le secrétariat de l'AEC et les agences associées au projet (COCATRAM, CARICOM, ATMC, ECLAC, OECO, UNO et TRAINMAR)
- Trois ateliers de travail régionaux pour aider à la préparation de la liste des données, établir le réseau de fournisseurs d'information et consulter les utilisateurs potentiels ;
- Une évaluation à mi-parcours et une réunion de coordination entre les consultants et le Secrétariat de l'AEC;
- Un séminaire pour présenter et promouvoir la base de données en ligne et expliquer en détail comment les indicateurs clés générés permettront de commencer à identifier des stratégies pour améliorer les performances portuaires dans les pays de l'AEC.

3.2 Liste d'activités

Composante A:

Développement d'une liste de données propre au transport maritime et d'un réseau de fournisseurs d'information

A.1 Préparation d'une de liste de données préliminaire

Le premier Consultant préparera une liste de données initiale en s'appuyant sur une analyse des besoins en données dans le transport maritime régional et leur disponibilité ainsi que sur la liste proposée dans l'annexe 1. Il définira en même temps les indicateurs clés qui permettront de contrôler les performances et d'établir des comparaisons entre ports, ainsi qu'une description expliquant comment ces indicateurs pourront être utilisés pour identifier les inefficacités des services portuaires – et les moyens pour y remédier.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

A.2 Réunion des parties prenantes

Le Secrétariat de l'AEC organisera une réunion préliminaire entre les consultants, le Secrétariat de l'AEC et les institutions associées (COCATRAM, CARICOM, ATMC, CEPALC, OECO, UNO et TRAINMAR). Cette réunion aura pour but de demander à nouveau la participation et l'aide des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet, de partager l'expérience de la COCATRAM et de son Système informatisé maritime en Amérique centrale, d'étudier la liste préliminaire des données, de proposer d'éventuels fournisseurs d'information, et de discuter du niveau d'accès à l'information sur le site web (information publique et privée) ainsi que du plan de travail présentée par les consultants. Une réunion de coordination de projet entre le Secrétariat et les deux consultants aura lieu à cette occasion.

A.3 Identification des fournisseurs d'information les plus importants et consultations

Pour que la base de données fonctionne de manière efficace, il sera nécessaire de créer un réseau régional de fournisseurs d'information. Une fois ces fournisseurs identifiés, des réunions seront organisées pour leur présenter le projet et susciter leur participation active dans la préparation et l'entretien de la base de données. Le premier consultant se rendra dans un certain nombre de pays (dont la sélection sera faite en collaboration avec le Secrétariat de l'AEC) afin de s'assurer de la disponibilité des données nécessaires auprès des fournisseurs d'informations les plus importants ou de ceux qui ne pourront pas assister aux séminaires régionaux.

A.4 Séminaires régionaux

Des séminaires régionaux destinés aux utilisateurs et aux fournisseurs d'informations les plus importants seront organisés dans trois pays différents. Ils permettront d'étudier les problèmes des services maritimes, d'analyser la pertinence de la liste des données et de la compléter si nécessaire et d'expliquer comment le projet contribuera à trouver des solutions à ces problèmes. Au cours de ces séminaires, il s'agira aussi de démontrer que la participation d'un Réseau régional de statistiques portuaires et maritimes à un Système d'information portuaire et maritime uniformisé dans la Grande Caraïbe est indispensable et de rappeler à quel point il est important de fournir les informations nécessaires. Les séminaires fourniront aussi l'occasion d'identifier d'autres fournisseurs et utilisateurs d'information, de faire quelques recommandations sur la présentation du site web, de discuter du niveau d'accès à l'information sur le site web (information publique et privée), etc.

A.5 Préparation de la liste finale de données

En tenant compte des consultations approfondies avec les fournisseurs d'information, le premier consultant préparera la liste finale de données (incluant les indicateurs de performance clés) et la présentera au Secrétariat de l'AEC avant la réunion d'évaluation à mi-parcours. Cette liste devra indiquer les sources d'information de chaque donnée et de chaque pays figurant sur la liste.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

A.6 Réunion d'évaluation et de coordination à mi-parcours

En collaboration avec le Secrétariat, les consultants organiseront et participeront à réunion d'évaluation à mi-parcours avec l'AEC, COCATRAM, CARICOM, ATMC, ECLAC, OECO, UNO et TRAINMAR. Le but de cette réunion d'évaluation sera d'exposer les données et indicateurs choisis, en démontrer l'utilité, présenter les utilisateurs et fournisseurs pour chaque donnée, analyser les problèmes des transport maritimes et discuter du niveau d'accès à l'information sur le site web (information publique et privée). Une nouvelle réunion de coordination de projet entre le Secrétariat et les consultants aura lieu à cette occasion.

Composante B:

Développement, entrée des données et promotion du site web

B.1 Conception de la base de données et de la plateforme Internet

Ceci implique le développement de la base de données qui comprendra la liste des données identifiées précédemment et la création, en collaboration avec les utilisateurs et les fournisseurs d'information, d'une présentation conviviale de l'information sur Internet. Le site web proposera un forum interactif en ligne, un bref questionnaire, et une boîte à lettre spéciale.

B.2 Création de solutions techniques pour alimenter la base de données

Le deuxième consultant devra préparer des formulaires standards pour la collecte et la mise à jour des données (système uniformisé de collecte de données) destinés aux fournisseurs d'informations qui ne disposeraient pas d'un format standard pour réunir les données ou dont les données n'existeraient pas en format électronique. Il devra aussi leur fournir un manuel d'utilisation expliquant comment entrer les données sur ces formulaires. Le formulaire et le manuel seront disponibles en ligne.

Pour les fournisseurs d'information qui utilisent déjà un format électronique standard de données portuaires et maritimes et qui ne voudraient pas en changer, le deuxième consultant trouvera une solution technique pour entrer et importer les données reçues ou disponibles dans la nouvelle base de données, et s'assurer que les données sont comparables.

B.3 Entrée des données dans la base

Le deuxième consultant sera chargé du travail technique d'alimentation de la base de données. Il travaillera avec le premier consultant qui, lui, sera chargé de maintenir les contacts nécessaires pour l'envoi des données par les fournisseurs d'informations. Ce travail nécessitera un suivi constant.

B.4 Consultations et mise à l'essai du Site Web

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

Le site web sera mis en ligne pour en tester le bon fonctionnement et recueillir les réactions et recommandations des utilisateurs et fournisseurs d'information dont il sera tenu compte dans sa version finale.

B.5 Formation en gestion de base de données et recommandations

Dès qu'il sera opérationnel, le Système d'information sera géré par le Secrétariat de l'AEC. Le personnel approprié de l'AEC suivra une formation pour apprendre à utiliser et à maintenir la base de données. Le deuxième consultant fera des recommandations sur les actions à entreprendre pour garantir la viabilité à long terme de la base de données et sa capacité à fournir l'information.

B.6 Promotion du Site Web

Une promotion intensive du site web contenant les bases de données portuaires et maritimes sera entreprise dans toute la région pour s'assurer que les problèmes liés à l'information existante concernant le transport maritime dans la Caraïbe soit connus de tous. Un séminaire sera organisé au siège de l'AEC pour présenter la base de données aux fournisseurs d'information, aux acteurs clés et aux utilisateurs et pour expliquer en détail comment les indicateurs clés permettront de commencer à identifier les stratégies nécessaires à l'amélioration des performances dans les ports de l'AEC.

3.3 Calendrier prévisionnel

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Composante A Développement d'une liste de données et d'un réseau de fournisseurs d'information														
Composante B Développement, entrées des données et promotion du site web														

B. EXECUTION

3.4 Moyens physiques requis

Matériel informatique, logiciels, documentation maritime et portuaire dans la Grande Caraïbe, matériel pour les séminaires.

3.5 Expertise requise

Pour réussir à mettre en œuvre le projet, il est suggéré de recruter une équipe de deux consultants internationaux qui seront chacun responsable d'une des deux composantes :

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

- Un consultant international expert en transport maritime sera recruté. Il devra être spécialisé dans les problèmes maritimes qu'affrontent les pays et îles en voies de développement et posséder notamment des connaissances spécifiques concernant la région de la Caraïbe. Il sera amené à se déplacer abondamment dans la région pour recueillir des informations et consulter les fournisseurs d'informations et les acteurs clés du projet.
- Un consultant international expert en création de bases de données statistiques et en systèmes d'information sur Internet sera recruté. Il devra posséder des compétences dans le domaine des systèmes d'information maritime notamment dans la région de la Caraïbe. Il sera spécialement chargé des aspects technologiques du projet (développement du site web et techniques de mise à jour).

Le Secrétariat de l'AEC lancera un appel d'offre. Les consultants intéressés seront sélectionnés en tenant compte à la fois de leur qualifications et de la présentation d'un plan de travail spécifique mettant en évidence les moyens qu'ils emploieront pour satisfaire les termes de référence et atteindre les objectifs du projet. Le plan de travail devra également inclure le coût détaillé de l'expertise, un calendrier d'activités correspondant à l'étendue du travail, les problèmes et limitations, et des exemples de résultats obtenus dans l'exécution de projets similaires.

Le Secrétariat de l'AEC supervisera la mise en œuvre et l'évaluation du projet et s'assurera de sa viabilité. Il assurera entre autres : la sélection, l'embauche et la supervision des consultants; la révision du plan de travail présenté par les consultants ; l'apport de documentation et d'informations appropriées aux consultants, ainsi que les contacts institutionnels qui faciliteront leur travail ; une collaboration dans l'organisation des réunions, ateliers de travaux et séminaires prévus dans le cadre du projet ; la liaison avec les acteurs clés du projet pour s'assurer de leur participation active ; l'affectation du personnel nécessaire pour participer à l'installation de la base de données, recevoir la formation, surveiller la collecte des données pendant la mise en œuvre du projet et assurer ensuite l'entrée régulière des données; le compte rendu des résultats aux différents bailleurs de fond et des rapport d'avancement du projet.

3.6 Composition de l'Equipe chargée de la réalisation du projet

Equipe du projet de l'AEC (Direction du Transport)
Equipe du projet de la BID (Washington et Trinité et Tobago).
Une équipe de deux consultants internationaux.

3.7 Matrice des Responsabilités

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

Rôle / Responsabilité	Acteurs
Administration et supervision générale du programme	Equipe du projet de la BID (Washington et Trinité et Tobago)
Administration et supervision de l'exécution du projet	Equipe du projet de l'AEC (Direction du Transport)
Composante A	Equipe de consultants (Responsable : Consultant 1) Equipe du projet de l'AEC (Direction du Transport)
Composante B	Equipe of consultants (responsable : Consultant 2) Equipe du projet de l'AEC (Direction du Transport)

C. COUT

3.8 Matrice de Financement

	EN US \$			Total
	IDB	Interreg	ACS	
Consultant 1: honoraires	58,500	25,129		83,629
Consultant 1: voyages	20,400			20,400
Consultant 2: honoraires	45,500	21,955		67,455
Consultant 2: voyages	9,000			9,000
Voyages consultants 1 & 2 (Départements d'outre Mer)		8,074		8,074
Budget (en US\$)				
	IDB	INTERREG	ACS	Total
Honoraires des consultants	104,000	47,084		151,084
Voyages des consultants	29,400			29,400
Voyages des consultants dans les Départements d'outre Mer		8,074		8,074
Voyage du personnel de l'AEC			18,000	18,000
Logistique séminaire		37,684	18,000	55,684
Honoraires des interprètes			5,000	5,000
Traduction	5,000	26,917		
Hardware/software pour la base de données	5,000	5,886		
Communications			5,000	5,000
Imprévus	6,600	709	4,000	11,309
Accommodation et nourriture pour les Délégués séminaire Guadeloupe		7,063		
Matériels de promotion séminaire Guadeloupe		8,240		
Suivre l'action; Interreg IIIB		3,531		
Formation du personnel de l'AEC		5,886		
Total	150,000	151,071	50,000	351,071

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet



IV. EVALUATION DU PROJET

4.1 Leçons à tirer de projets similaires

L'expérience de COCATRAM et son système d'information maritime ont été sérieusement étudiés et on en a retiré un certain nombre de leçons. On tiendra tout particulièrement compte de la nécessité de former les fournisseurs d'information et de les impliquer véritablement dans un réseau de fournisseurs ainsi que du besoin de mettre en œuvre un système permettant une mise à jour directe par les fournisseurs d'information. L'expérience du développement et de la mise à jour des bases de données de transport maritime d'ATMC et de CEPALC sera aussi d'un grand secours dans la mise en œuvre de ce projet.

4.2 Points d'attention particuliers

Les principaux problèmes qui demanderont une attention particulière sont les suivants :

- La participation active et régulière de tous les fournisseurs d'information et ;
- La viabilité du projet .

C'est aux consultants qu'incombera la tâche de réussir à obtenir la participation active de tous les fournisseurs d'information désireux d'améliorer les performance de leurs ports dans un effort de coopération régionale, en leur démontrant l'importance et l'utilité de cette base de données et en créant un réseau de fournisseurs d'information. Ils seront aidés en cela par le Spécial Comité sur le Transport du Secrétariat de l'AEC. ***Obtenir des fournisseurs d'informations qu'ils s'engagent véritablement dans ce projet est crucial à sa réalisation et à sa réussite.*** Les consultants prépareront également des recommandations pour la viabilité du projet.

4.3 Indicateurs vérifiables

- Alimentation de la base de données
- Nombre de visiteurs sur le site web

4.4 Rapports de progression et rapport final

- Un rapport à mi-parcours, c'est à dire sept mois après le début du projet, contenant : (a) des informations sur les actions complétées à cette date et mentionnant à la fois les résultats obtenus et les problèmes rencontrés ; (b) l'état du budget par catégorie et source de financement ; (c) le plan de travail pour la période restante ; et (d) une estimation des ressources nécessaires à l'achèvement du plan de travail ;

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

- Un rapport final, un mois avant la date d'achèvement du projet récapitulant et évaluant toutes les activités entreprises dans le cadre du projet et détaillant l'attribution des fonds alloués par les bailleurs de fonds et de leur contrepartie en ressources.
- Lorsque le projet sera terminé, un audit financier sera réalisé par une société d'audit indépendante.

ANNEX II - BUDGET DÉTAILLÉ (EN US\$)

	Jours				Honoraires Voyages Billet Par jour Autres				EN US \$		
	Jours	Honoraires	Voyages	Billet	Par jour	Autres	IDB	INTERREG*	AEC	TOTAL	
Consultant 1											
Développement de la liste de données	40	500					20,000	16,027		36,027	
Développement du réseau des fournisseurs d'information	30	500					15,000	4,965		19,965	
Rapport finale	5	500					2,500	828		3,328	
Participation à la réunion des parties prenantes	3	500	1	1,500	200		3,600			3,600	
Aide pour l'organisation des séminaires régionaux	9	500					4,500	1,490		5,990	
Participation aux 3 séminaires régionaux	12	500	3	1,500	200		12,900			12,900	
Participation au séminaire pour promouvoir le site Web	4	500	1	1,500	200		4,300			4,300	
Participation à la réunion de coordination	3	500	1	1,500	200		3,600			3,600	
Visites sur le terrain	20		1	3,000	200		7,000			7,000	
Diffusion du matériel/Rapports						3,328	2,500	828		3,328	
Communications						3,993	3,000	993		3,993	
Voyages dans les DOM								4,037		4,037	
Consultant 2											
Réalisation de la plateforme Internet	20	500					10,000	12,687		22,687	
Développement du système de collecte de données et manuel	20	500					10,000	3,310		13,310	
Consultation et mise à l'essai du Site Web	10	500					5,000	1,655		6,655	
Contrôle de l'alimentation de la base de données	10	500					5,000	1,655		6,655	
Formation du personnel de l'AEC	5	500	1	1,500	200		5,000			5,000	
Rapport final	5	500					2,500	828		3,328	
Participation à la réunion des parties prenantes	3	500	1	1,500	200		3,600			3,600	
Participation à la réunion de coordination	3	500	1	1,500	200		3,600			3,600	
Participation au séminaire pour promouvoir le Site Web	4	500	1	1,500	200		4,300			4,300	

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

Diffusion du matériel/Rapports				3,328	2,500	828	3,328
Communications				3,993	3,000	993	3,993
Voyages dans les DOM						4,037	4,037
Admin. et autres frais							
Voyages de 3 membres de l'AEC pour 3 séminaires régionaux	36	9	1,200	200			18,000
Logistique séminaires (Trinité et Tobago, Guadeloupe + un autre pays)				18,000		37,684	18,000
Frais d'interprétation				5,000		5,000	5,000
Traduction des documents clés du projet (S/F)				30,989	5,000	26,917	31,917
Matériel informatique et logiciels				5,000	5,000	5,886	5,000
Communications				5,000		5,000	5,000
Imprévus					6,600	709	11,309
Accommodation et nourriture pour les Délégués séminaire Guadeloupe						7,063	7,063
Formation du personnel de l'AEC						5,886	5,886
Matériels de promotion séminaire Guadeloupe						8,240	8,240
Suivre l'action; Interreg IIIB						3,531	3,531
TOTAL					150,000	151,071	351,071

* Calculated in base to a median price exchange rate of 1 EUR=1.17680 USD in www.oanda.com/convert/classic, on 11/10/2005.

ANNEX III – LISTE PRELIMINAIRE DE DONNEES
--

I. INFRASTRUCTURE

- a) Agent
 - i) Public
 - ii) Privé
 - iii) Mixte
- b) Lieu géographique location (latitude, longitude)
- c) Plan de l'infrastructure
- d) Equipement (grues de triage...)
- e) Tirant d'eau
 - i) Dans le canal d'entrée
 - ii) Sur les quais
 - iii) A l'amarage
- f) Entreposage
 - i) Sous hangar
 - ii) A l'air libre
- g) Raccords pour conteneurs frigorifiques
- h) Moyens de communication accessibles et capacité
 - i) Par chemin de fer
 - ii) Par la route
 - iii) Par voie navigable
- i) Productivité
 - i) Temps d'attente par navire
 - ii) Temps d'immobilisation au port par navire
 - iii) Temps de chargement
 - iv) Déplacement des conteneurs à l'heure
- j) Installation pour le fret en conteneurs
 - i) Profondeur du débarcadère en mètres
 - ii) Surface de l'aire de stockage pour conteneurs (mesurée en hectares)
 - iii) Surface totale du port (mesurée en hectares)
- k) Productivité dans la manutention du fret en conteneurs
 - i) Durée pendant laquelle le navire est à quai (durée totale d'amarrage)
 - ii) Temps passé dans le débarcadère par le navire pendant que le travail est en cours
 - iii) Heures assignées aux portiques de levage
 - iv) Nombre d'heures assignées aux grues et autres portiques de levage.

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

II. TARIFS PORTUAIRES

- a) Chargement et déchargement
- b) Par type de cargaisons
- c) Entreposage
- d) Par type de cargaisons
- e) Par durée
- f) Services d'entretien
- g) Frais portuaires
- h) Frais de procédures
- i) Autres, par exemple :
 - i) Approvisionnement en eau, en carburant, etc.
 - ii) Service de pilotage (pilotes)
 - iii) Services de remorquage

III. COMPAGNIES DE NAVIGATION MARITIMES DE PASSAGE DANS LE PORT

- a) Navires par unité de temps
- b) Enregistrement des navires
- c) Fret, assurance et frais
- d) Taille
- e) Capacité des navires

IV. Mouvement de fret (*en fonction de la disponibilité des données*)

- a) Exportations
 - i) Par produit (SITC 8 digit)
 - ii) Origine
 - iii) Destination
 - iv) Volume (tonnes métriques)
 - v) Conteneurisé
 - vi) Refrigéré
 - vii) En vrac
 - viii) Liquides
 - ix) Valeur FOB en milliers de dollars US
- b) Importations
 - i) Par produit (SITC 8 digit)
 - ii) Origine
 - iii) Destination
 - iv) Volume (tonnes métriques)
 - v) Conteneurisé
 - vi) Refrigéré
 - vii) En vrac
 - viii) Liquides
 - ix) Valeur FOB en milliers de dollars US

Base de données portuaires et maritimes pour la Grande Caraïbe, disponible sur Internet

- c) Tranbordement
 - i) Par produit (SITC 8 digit)
 - ii) Origine
 - iii) Destination
 - iv) Volume (tonnes métriques)
 - v) Conteneurisé
 - vi) Refrigé
 - vii) En vrac
 - viii) Liquides
 - ix) Valeur FOB en milliers de dollars US

- d) Fret
 - i) TEU
 - ii) Conteneurs manipulés par portiques de levage
 - iii) Conteneurs manipulés par des grues autres que les portiques de levage

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)
XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT
Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

**CREATION D'UN CENTRE DE COORDINATION DES RECHERCHES,
CONSEILS ET FORMATIONS AU SERVICE DES PAYS MEMBRES DE
L'AEC**



SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	3
I. RESUME DU PROJET.....	4
A. DESCRIPTION DU PROJET.....	4
1.1 Nom / numéro du projet.....	4
1.2 Secteur prioritaire de l'AEC.....	4
1.3 Objectifs.....	4
1.4 Justification.....	4
1.5 Résultats / Composantes.....	4
1.6 Coût et durée estimés.....	4
1.7 Etat d'avancement du projet.....	5
B. PARTIES PRENANTES.....	5
1.8 Institution responsable.....	5
1.9 Bénéficiaires.....	5
1.10 Institutions associées.....	5
1.11 Agences d'exécution.....	5
1.12 Bailleurs de Fonds.....	5
II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET.....	6
A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS.....	6
2.1 Caractéristiques du secteur.....	6
2.2 Problèmes particuliers à résoudre.....	7
2.3 Proposition de projet.....	7
2.4 Autres interventions liées.....	7
B. OBJECTIFS DU PROJET.....	7
2.5 Objectif général du projet.....	7
2.6 Objectif(s) spécifique(s) du Projet.....	7
2.7 Résultats escomptés.....	8
C. PARTIES PRENANTES.....	8
2.8 Bénéficiaires.....	8
2.9 Entités participant au projet.....	8
D. BENEFICES, RISQUES ET VIABILITE.....	9
2.10 Bénéfices.....	9
2.11 Risques critiques et Viabilité.....	9
2.12 Viabilité à long-terme (ex-post).....	9
III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	10
A. COMPOSANTES ET ACTIVITES.....	10
3.1 Description des composantes.....	10
3.2 Liste des activités.....	11
3.3 Calendrier prévisionnel d'exécution.....	11
B. EXECUTION.....	12
3.4 Moyens Physiques requis.....	12
3.5 Expertise requise.....	12
3.6 Composition de l'Equipe chargée de la réalisation du projet.....	12
3.7 Matrice des Responsabilités.....	13
C. COUT.....	13
3.8 Matrice de financement.....	13
IV. EVALUATION DU PROJET.....	14
4.1 Leçons à tirer de projets similaires.....	14
4.2 Points d'attention particulière.....	14
4.3 Indicateurs vérifiables.....	14
4.4 Rapports de progression et Rapport final.....	14
ANNEXES	
ANNEXE I - CALENDRIER D'ACTIVITES.....	15
ANNEXE II - BUDGET DETAILLE.....	15
ANNEXE III - CADRE LOGIQUE.....	15
ANNEXE IV - AUTRES.....	16

Création d'un Centre de Coordination des Recherches, Conseils et Formations au Service des Pays Membres de l'AEC.

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEC	Association des Etats de la Caraïbe
APEC	Antwert Port Engeniering
AGCD	Administration générale de coopération pour le développement
CSA	Association des transporteurs maritimes de la Caraïbe
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CET	Comité spécial sur le Transport
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe
COCATRAM	Commission centraméricaine pour le transport maritime
CMI	Institut maritime de la Jamaïque pour la Caraïbe
CIDA	Agence de développement international du Canada
INTERNET	Réseau international d'informations par informatique
JICA	Agence de coopération internationale du Japon
NORAD	Agence d'aide et de développement de la Norvège
NVOCC	Non Vessel operator common Carrier
ONU	Organisation des Nations unies
OECD	Organisation des Etats de la Caraïbe orientale
SIDA	Développement international suédois
TRAINMAR	TRAINMAR AMERICAS (Projet soutenu par la France)
UEM	Université expérimentale de la Caraïbe du Venezuela
IPIN	Institut panaméricain d'ingénierie navale

I. RESUME DU PROJET	
A. DESCRIPTION DU PROJET	
1.1 Nom / numéro du projet	Création d'un Centre de Coordination des Recherches, Conseils et Formations au Service des Pays Membres de l'AEC. ACS-TP-022
1.2 Secteur prioritaire de l'AEC	TRANSPORT (TP) Programme "Unir la Caraïbe par voie aérienne et maritime"
1.3 Objectifs	<p>Objectif général:</p> <p>Destiné à optimiser l'efficacité du transport dans la région de la Grande Caraïbe grâce à une entité de services qui agirait comme un centre capable et efficace qui effectuerait des recherches au niveau des problèmes qui affectent le secteur du transport et son infrastructure, l'incidence sur le développement de celui-ci, permettrait de chercher des solutions intelligentes et économiques viables et de mettre en place de projets avec un personnel capable, provenant de la région et ayant par conséquent une excellente connaissance de la problématique du transport. Ceci permettrait de réduire les coûts et d'offrir aux pays membres moins développés la possibilité de trouver des solutions à beaucoup de problèmes qui affectent le transport et qui les placent dans une position désavantageuse dans le cadre du développement du commerce.</p> <p>Objectif(s) Spécifique(s):</p> <p>Le centre gèrerait la majeure partie des bourses et des formations dans des conditions avantageuses pour le personnel professionnel du transport dans les pays de la Région et permettrait d'équilibrer la répartition de ces opportunités d'études et de gérer le personnel, à travers une politique visant à trouver une solution aux problèmes les plus préoccupants du secteur du transport.</p>
1.4 Justification	<p>Etant donné que la base du projet "Unir la Caraïbe par voies aérienne et maritime" est l'une des plus grandes priorités du processus de rationalisation et de création de la politique de développement de l'AEC, un des principaux objectifs de ce programme consiste à aider au développement durable du transport qui servira de base à l'expansion économique et sociale des Etats membres de l'AEC.</p> <p>Dans le cadre du programme mentionné se trouve la création d'un centre de coordination dont les objectifs concrets représentent les éléments de base et durables du programme.</p> <p>La création du Centre de coordination peut devenir une activité de services clé pour le développement de l'infrastructure du transport, et pour l'augmentation des capacités du personnel qui œuvre dans cet important secteur et par là même accroître les capacités techniques et les visions du futur.</p>
1.5 Résultats / Composantes	<p>a) Créer un bureau où travaillerait le personnel du Centre de coordination en vue d'élaborer, organiser et coordonner le travail jusqu'à l'exécution de celui-ci.</p> <p>b) Elaborer une liste virtuelle des spécialistes de haut niveau de la région afin que les travaux soient entrepris</p> <p>c) Gestion, obtention et attribution de bourses, formations et autres modalités d'études.</p>
1.6 Coût et durée estimés	<p>Composantes 88,850.00 et 6 mois 94,350.00 et 6 mois</p> <p>Total du projet : 183,200.00 (*)</p> <p>(*) Création du bureau, il est entendu que le Centre pourra s'autofinancer à partir de la deuxième année, et qu'une partie de l'excédent du bilan annuel, sera attribuée au Fonds</p>

	de projets de l'AEC.
1.7 Etat d'avancement du projet	Association des Etats de la Caraïbe. Comité Spécial sur le Transport
B. PARTIES PRENANTES	
1.8 Institution responsable	
1.9 Bénéficiaires	Tous les Etats membres et membres associés Les entités officielles et privées sélectionnées par les pays membres et membres associés.
1.10 Institutions associées	Communauté des Caraïbes (CARICOM), Association des transporteurs maritimes de la Caraïbe (CSA), Commission centraméricaine pour le transport maritime (COCATRAM), Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL), Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECO), Institut maritime de la Jamaïque pour la Caraïbe, Université expérimentale maritime de la Caraïbe au Venezuela, Institut panaméricain d'ingénierie navale , Centres TRAINMAR, Organisation maritime internationale (OMI)
1.11 Agences d'exécution	Association des Etats de la Caraïbe (AEC) Institution internationale de consultation IMER
1.12 Bailleurs de Fonds	A confirmer

II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET

A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS

2.1 Caractéristiques du secteur

Le développement du commerce international influence clairement l'infrastructure du Transport et la capacité des personnes qui ont un grand intérêt pour la question, cette dernière étant intimement liée aux changements nécessaires à réaliser tant au niveau technique que technologique du transport (de passagers et de biens).

Dans notre région, à l'exception des pays du Groupe de 3, ce sont les petits territoires qui manquent de moyens leur permettant de répondre aux exigences imposées par le commerce international, c'est-à-dire le transport en général.

L'AEC en assurant un développement durable et en se basant sur le programme "Unir la Caraïbe par voies aérienne et maritime", prétend favoriser l'aide mutuelle entre les pays de la Région afin de parvenir à un développement du transport. Celui-ci devrait permettre de faire face avec un certain succès aux exigences du transport de biens et de passagers si nécessaire au développement économique et social de ces pays.

Cependant, parallèlement à l'éventuelle solution aux problèmes liés à l'infrastructure, la technique et la technologie des transports de cargaisons et de passagers, l'homme est le facteur le plus important dans la réalisation des objectifs fixés. A partir de cette importante supposition, il est nécessaire d'utiliser les capacités qui existent dans la région afin de les mettre en œuvre dans le cadre du projet et de former ceux qui se dévouent au niveau professionnel au secteur du transport, afin qu'ils aient des connaissances actualisées à travers des cours de formation, remise à niveau et autres cours de ce type afin qu'ils disposent des outils les rendant capables de faire face à n'importe quel problème lié au transport international, sans avoir besoin de se référer à d'autres sources, ce qui permettra de gagner énormément de temps et d'argent alors que les travaux réalisés bénéficieront d'une certaine qualité.

Etant donné que dans le passé, il est arrivé que des projets soient commandités et que des recherches auprès d'autres sources soient réalisées, et que d'importantes quantités de documents n'ayant aucune applicabilité pratique soient reçues. Il convient donc de prendre en compte la réalisation de toute étude développée lors de l'élaboration de cette étude et/ou projet, les réels problèmes de notre région, et nous demander : qui sont ceux qui connaissent le mieux les problèmes de la Caraïbe ? Dans la Grande Caraïbe, il existe des institutions pour la consultation réputées avec des experts talentueux et même des scientifiques, que nous devons rechercher, recruter et utiliser au bénéfice du développement actuel et futur de la région.

En outre, il convient de mentionner que ceci permettra la création d'un outil monétaire qui conférera à la région le prestige qu'elle mérite.

2.2 Problèmes particuliers à résoudre

Etant donné que la Grande Caraïbe est une région géographiquement hétérogène, c'est-à-dire qu'elle est composée de pays isthmiens, d'îles et de continents, mais que tous sont liés par le transport par voies routières, aérienne et maritime et que le développement est très inégal, et qu'en réalité, des investissements de millions sont nécessaires pour améliorer les services et les rendre plus efficaces.

Si nous disposons d'une entité de services, dans ce cas, le Centre de coordination, qui se chargerait de la réalisation des recherches de faisabilité, techniques et économiques, jusqu'à la phase des projets constructifs, et aurait la capacité de fournir aux hommes et aux femmes qui travaillent dans le secteur du transport, des bourses, formations et autres modalités qui maximise leur niveau technique et professionnel. Ils pourraient prendre des décisions quant à l'élaboration de projets pour qu'ils soient plus faciles à adopter, avec une marge minimale de pertes et avec le soutien de l'AEC à travers le Centre coordinateur.

2.3 Proposition de projet

Afin d'aborder les problèmes existants dans la région quant à l'amélioration de l'infrastructure du transport et la formation du professionnel et de trouver une solution aux sérieux problèmes posés par le commerce international moderne et à d'autres aspects, les membres de l'AEC ont adopté le programme régional "Unir la Caraïbe par voies aérienne et maritimes", à long terme et dont le principal objectif est d'aider à moderniser et rationaliser les politiques du transport, son infrastructure et celle des services de toute la Caraïbe, en réduisant les coûts et en augmentant l'efficacité, tout en améliorant le niveau de formation des techniciens et des spécialistes.

2.4 Autres interventions liées

L'AEC a réalisé des études et des projets hors de la région (voir IVe évaluation du projet), ce qui a permis de se rendre compte que nous devons avoir une entité responsable de l'exécution de tout ce qui est relatif à l'amélioration de l'infrastructure du transport, avec entre autres les ponts, routes, voies maritimes, chantiers hydrotechniques, ports et aéroports et par dessus tout à l'amélioration des capacités de la main d'œuvre.

B. OBJECTIFS DU PROJET

2.5 Objectif général du projet

Il s'agit de contribuer à l'amélioration de l'infrastructure du transport tant au niveau technique que professionnel des ressources humaines dans la Grande Caraïbe, au coût le plus réduit, avec une excellente coopération entre les pays de la région.

2.6 Objectif(s) spécifique(s) du Projet

Mettre au service des membres et membres associés de l'AEC, ainsi que des institutions officielles et privées une entité de services, capable de contribuer rapidement et efficacement

à la recherche d'une solution aux problèmes qui affectent le secteur du transport dans bien des aspects, sans oublier les évaluations de situations et autres, et proposer des solutions viables, logiques et au coût réduit, à partir des réalités socioéconomiques de la région.

2.7 Résultats escomptés

Si ce projet est réalisé, les résultats escomptés sont les suivants :

- Disposer d'une entité de services qui pourra évaluer à des coûts réduits, les problèmes spécifiques et/ou d'autres magnitudes des entités publiques et privées des pays de la région.
- Mettre à la disposition des pays membres de l'AEC et avec autorisation et aide de l'AEC, une entité de services capable d'aider les personnes intéressées à faire face aux problèmes qui existent dans le secteur du transport maritime et autres Transports, et proposer et/ou mettre en œuvre des solutions logiques et économiques.
Créer un personnel entraîné et capable d'utiliser ses connaissances dans n'importe quel pays qui requiert son expertise.
- Doter l'AEC d'une entité de services qui, grâce à son personnel pourra conseiller les pays et leurs entités publiques et privées sur les projets liés au transport, à l'achat d'unités terrestres ou de superficies, constructions, etc.
- Les excédents provenant de la réalisation de chaque travail, pourront être transférés à d'autres projets de l'AEC.

C. PARTIES PRENANTES

2.8 Bénéficiaires

Etats membres et membres associés de l'AEC.

Les principaux bénéficiaires du système seraient les entités officielles de chacun des aspect du transport, ports, aéroports, systèmes de transport terrestre et aérien, systèmes de transport de cargaison et de passagers, installations hydrotechniques maritimes, fluviales et autres). Et bien sûr, après autorisation officielle, les entités privées liées au transport, ce qui aura un impact sur l'économie du pays demandeur.

2.9 Entités participant au projet

Nom de l'Institution : Association des Etats de la Caraïbe (AEC)			
Nom et fonction du responsable légal : Rubén Silié			
Adresse : 5-7 Sweet Briar Road, St. Clair		Ville : Port d'Espagne	
Pays : Trinidad et Tobago			
Tel : 1 868 622-9575	Fax : 1 868 622-1653	Email : mail@acs-aec.org	Site web: http://www.acs-aec.org

D. BENEFILES, RISQUES ET VIABILITE

2.10 Bénéfices

Le projet, est avant tout conçu pour réduire les coûts, surtout dans le cas des pays aux ressources limitées, les projets les plus réels seraient conçus et exécutés par un personnel autochtone de la région, ayant d'excellentes connaissances dans les problèmes et les caractéristiques de la Grande Caraïbe et de la caraïbe insulaire. Le fait d'offrir ces possibilités aux entités privées permettra de favoriser le développement de leur pays d'accueil.

Avec ce projet, il est prévu d'augmenter les excédents émanant de la réalisation des projets, qui permettront en outre d'aider l'AEC à développer d'autres projets sans qu'elle ait à solliciter l'assistance financière d'entités étrangères à la région, et de renforcer les bases économiques et financières de l'Organisation.

D'autre part, le projet vise à renforcer le développement intellectuel et technique du personnel qui œuvre dans les filières du transport en général, et prend en compte les besoins en formation de chacun des pays membres et membres associés de l'AEC.

2.11 Risques critiques et Viabilité

Risques critiques	Estimation du risque	Mesures permettant de mitiger les risques
Il existe un risque de voir certains pays continuer à préférer les entités extrarégionales, par habitude, en raison d'engagements ou tout simplement par manque de confiance en nous.	Elevé / Moyen / Faible	

2.12 Viabilité à long-terme (ex-post)

Les risques liés à la non-utilisation du Centre de coordination comme entité de services par les pays membres de l'AEC, peut être réduite grâce aux travaux que le Centre pourrait réaliser et par là démontrer ses qualités de travail et la qualité. La quantité de travail à réaliser dépendra de la durabilité du projet, puisque nous savons qu'au sein de l'AEC il existe plusieurs pays qui ont urgemment besoin d'entreprendre de nombreux travaux de modernisation et autres, comme par exemple améliorer les capacités de leurs techniciens et spécialistes, qui, à travers un plan bien conçu, et avec une recherche d'opportunités dans les agences internationales d'aide au développement, pourront obtenir des résultats rapides et tangibles.

Ainsi, la première tâche est la divulgation (non pas publicité) dans les pays membres et membres associés de l'AEC de la portée et du contenu du Centre de coordination, les avantages, leur utilisation et la confiance qu'il inspirera jusqu'à ce qu'un sentiment

d'appartenance soit créé. Aussi, tant l'AEC que son Comité spécial sur le Transport jouent un rôle primordial dans la création de cette atmosphère entre tous les pays de l'AEC et les pays pourront divulguer au sein de leurs entités officielles et privées du transport, les avantages liés à la consultation du Centre coordinateur.

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

A. COMPOSANTES ET ACTIVITES

3.1 Description des composantes

Seule composante :

- a) Créer un bureau où le personnel cadre du Centre de coordination travaillera, organisera et coordonnera le travail jusqu'à son exécution.

Ce bureau dont la location sera peu élevée, sera équipé de logiciels pour l'exécution des projets à réaliser, ainsi que les moyens, le matériel et les communications nécessaires aux consultations, à l'obtention d'informations et autres.

La structure, une fois complète, correspondra à celle d'un coordinateur général deux responsables des recherches par filière (Transport maritime, terrestre et aérien), un responsable de formation pour l'obtention de bourses et d'informations, pour la divulgation et les relations publiques et internationales du Centre de coordination ainsi qu'un Comptable administratif, qui contrôlera les finances et les systèmes automatisés d'information technique.

En outre, deux personnes supplémentaires sont prévues : Une secrétaire exécutive et un employé de service, avec un total de 7 personnes.

- b) Elaboration de la liste virtuelle de cadres du secteur du transport à recruter pour l'exécution des recherches, projets, projets de construction, et autres, à travers l'obtention d'informations des entités officielles des membres et membres associés de l'AEC permettra leur évaluation et assignation selon les types de projets

Le contrôle des cadres sera fait et un contact sera établi avec eux par informatique Afin de les tenir au courant des systèmes existants ainsi que pour des consultations et informations.

- c) La gestion des bourses et des formations sera directement négociée avec les entités internationales et les pays afin de bénéficier de l'aide au développement, de plans qui sont directement gérés comme JICA au Japon, SIDA en Suisse, CIDA au Canada, APEC et l'AGCD en Belgique, TRAINMAR, NORAD en Norvège, ainsi que d'autres organismes et organisations gouvernementales et celles des Nations-Unies qui pourraient être utilisées à toutes fins utiles.

3.2 Liste des activités

Il est nécessaire d'organiser une réunion des partis concernés, à savoir le Secrétariat de l'AEC ou toutes les organisations régionales et internationales pourraient être invitées à une des réunions annuelles du Comité sur le Transport, entre autres CIECA, CEPALC, COCATRAM, TRAINMAR et autres. Ceci, afin de réviser la proposition du projet.

3.3 Calendrier prévisionnel d'exécution

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Créer un bureau où le personnel du Centre de coordination pourra élaborer, organiser et coordonner le travail jusqu'à l'exécution du projet												
Elaborer une liste virtuelle de spécialistes de très haut niveau pour réaliser les travaux												
Gestion, obtention et distribution de bourses et de formations et autres modalités d'études. Divulguation du Centre de coordination et réalisation de travaux par les pays, organismes publics et privés autorisés.												

B. EXECUTION

3.4 Moyens Physiques requis

Matériel informatique (ordinateurs, logiciels, fax, moyens de transport, (voiture), fournitures de bureau, photocopieuse de plans, photocopieuse et meubles de bureau).

3.5 Expertise requise

Le personnel cadre du Centre de coordination doit avoir une vaste expérience et démontrer un comportement social irréprochable, connaître l'anglais et même avoir des connaissances dans une langue étrangère, avoir des connaissances en informatique et avoir plusieurs années d'expérience dans le secteur du transport et bien sûr avoir une connaissance parfaite de la Caraïbe. Le personnel cadre du Centre devra visiter plusieurs pays de la Caraïbe, et certains hors de la région et obtenir des bourses et opportunités de formation.

Le personnel participera également à des cours régionaux ou extra régionaux qui pourront leur servir au cours de leur formation professionnelle et dans le cadre de la promotion à faire pour le Centre de coordination.

La réalisation de la première étape dépendra des spécialistes qui seront recrutés afin de participer comme personnel cadre du centre de coordination et ils seront formés pour organiser, coordonner, préparer la politique et les méthodologies nécessaires à l'exécution de projets qui seront à réaliser. Ils procéderont conjointement à une analyse des spécialistes et experts que les pays proposent afin qu'ils soient recrutés pour l'élaboration de recherches et de projets.

Il conviendra de tirer profit du site web sur INTERNET dans le cadre de la divulgation du Centre de coordination, l'échange d'expériences et les coordinations futures qui seront réalisées avec une étroite collaboration des bénéficiaires du projet.

3.6 Composition de l'Equipe chargée de la réalisation du projet

L'équipe de travail (dès qu'elle sera complète) sera composée de :

- Une équipe chargée du projet de l'AEC (Direction du Transport): Supervision de la première étape de l'exécution et mise en œuvre de la deuxième phase du projet
- Coordinateur général
- Deux responsables de projets et de recherches (un durant les six premiers mois)
- Un responsable de formation, de bourses, mise à niveau, divulgation et relations publiques et internationales.
- Un responsable économique-administratif (comptable)
- Une secrétaire
- Un employé de services (pour le deuxième semestre).

3.7 Matrice des Responsabilités

Rôle / Responsabilité	Acteur
•	•
•	•

C. COUT

3.8 Matrice de financement

DETAILS	UNITE	COUT MENSUEL	COUT TOTAL
Personnel cadre	7		97,400.00
Coordinateur général	1	2,000.00	24,000.00
Responsable de projets et de recherches	1	1,000.00	12,000.00
Responsable de projets et de recherches	1	1,000.00	12,000.00
Chargé de formation, des relations publiques et internationales	1	1,000.00	12,000.00
Chargé de l'économie et de l'administration	1	900.00	10,800.00
Secrétaire exécutif (ve)	1	600.00	7,200.00
Employés de services	1	300.00	3,600.00
Voyages et commissions de services	40 jours	500.00	20,000.00
Investissements initiaux en moyens et autres			44,100.00
Location de bureaux		550.00	6,600.00
Electricité, eau, gaz, essence, etc...		1,100.00	9,600.00
Matériel de bureau		390.00	4,680.00
Documents et information technique			10,000.00
Communications		1,500.00	18,000.00
Réparation et entretien			2,700.00
Investissement initial pour le matériel et l'informatique			41,700.00
Climatisation			3,600.00
Logiciel			12,000.00
Fax et téléphone			1,200.00
Photocopieurs			6,000.00
Matériel			14,300.00
Mobilier et fournitures de bureaux			11,600.00
Véhicules légers			30,000.00
TOTAL			183,200.00

REMARQUE : A partir de la 2^e année, le centre aura besoin de près de 200.650,00 pour son fonctionnement, somme qui émanera de sa propre gestion.

IV. EVALUATION DU PROJET

4.1 Leçons à tirer de projets similaires

En réalité, d'après nos connaissances, il n'existe aucun projet analogue duquel il serait possible de tirer des leçons, cependant, dans le cas spécifique du projet réalisé sur les **Non Vessel Operating Common Carrier (NVOCC)**, un expert conseil a été recruté en dehors de la région pour réaliser un travail plutôt "académique" et qui ne satisfait pas les attentes des membres, étant donné qu'il ne présentait pas le savoir faire de ceux qui œuvrent dans ce domaine dans la région. Aussi, c'était un projet qui n'a pas été d'assistance dans le cadre des travaux réalisés sur les NVOCC comme il était anticipé.

En outre, des bourses ont été offertes par Cuba, la Jamaïque et le Venezuela qui n'ont pas été obtenues par manque d'un mécanisme professionnel adéquat.

Ce qui précède renforce d'autant plus le besoin de créer une entité qui serve de lieu de consultation, et qui sauvegarde grâce à ses experts, les intérêts de la communauté de la Caraïbe.

Ceci établit une certaine confiance dans le Centre de coordination pour la réalisation d'études et d'autres travaux d'intérêt dans le cadre du développement du commerce et du transport dans la région et de la région dans d'autres latitudes.

4.2 Points d'attention particulière

La plus grande attention sera portée dans les premiers temps sur le besoin de lier les organismes et les entités officielles et privées des pays membres du centre de coordination avec un objectif visant à connaître toutes les possibilités que celui-ci peut offrir pour le développement d'une activité de transport, pour un meilleur essor commercial et l'obtention d'une assistance dans la région.

4.3 Indicateurs vérifiables

N/A

4.4 Rapports de progression et Rapport final

- A partir de la création du Bureau du centre de coordination, seront élaborés des rapports sur l'exécution des travaux. Ceux-ci contiendront :
 - i. Des informations sur la location et le fonctionnement du bureau et le curriculum vitae des experts qui y travaillent.
 - ii. Le règlement établi dans le cas de la programmation de projets.
 - iii. Le plan d'activités de promotion
 - iv. Les méthodologies pour la demande et la compréhension de projets (portée et contenu)

- v. Le système de comptabilité
- vi. Les bilans financiers trimestriels
- vii. Le plan de formation du personnel
 - 7.1. Mécanisme de sélection des cadres
- viii Les conclusions des audits et des inspections.
- xix L'information semestrielle sur l'exécution du projet
- x Elaboration d'une liste d'experts de la région à recruter pour la réalisation d'études, d'évaluations et de projets.

ANNEXE I - CALENDRIER D'ACTIVITES

	Années												...					
	Mois																	
	1				2				3					...	12			
Semaines (Approx.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9					...				
Composant 1																		
Activité 1.1																		
Activité ...																		
Composant ...																		
...																		

ANNEXE II - BUDGET DETAILLE

COMPONENT X :								
Activités	Postes de dépense	Unité	Durée		Honoraires/montant	Sources de financement		Coût total
			Jours	Mois				
X.1								
X.2								
X. ...								
TOTAL COMPOSANT X								

ANNEXE III - CADRE LOGIQUE

OBJECTIFS	INDICATEURS VERIFIABLES	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES FAVORABLES
OBJECTIF GENERAL			
OBJECTIF SPECIFIQUE			

COMPOSANTES / PRODUITS			
ACTIVITES / FACTEURS DE PRODUCTION			

ANNEXE IV - AUTRES

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)
XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT
Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

**CREATION DE LA BASE DE DONNEES DES PROBLEMES ET
SOLUTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTIVITE MARITIME ET
PORTUAIRE DE L'AEC.**



SOMMAIRE

ABBREVIATIONS ET SIGLES.....	3	L'EXECUTION DES DIFFERENTES ACTIVITES PREVUES ET LE BUDGET UTILISE. UNE AUDIT FINANCIERE SERA REALISEE ULTERIEUREMENT.	13
I. PROFIL GENERAL DU PROJET.....	4	ANNEXE I – CALENDRIER D'ACTIVITES.....	14
A. DESCRIPTION DU PROJET.....	4	ANNEXE II – BUDGET DETAILLE.....	14
1.1 Nom du Projet.....	4	ANNEXE ... - AUTRES.....	14
1.2 Secteur prioritaire et Programme de l'AEC.....	4		
1.3 Objectifs et Justification.....	4		
1.4 Composantes :.....	4		
a) Collecte des informations existantes.....	4		
1.5 Durée et Coûts estimés.....	4		
1.6 Etat actuel du projet.....	4		
B. PARTIES PRENANTES.....	4		
1.7 Institution responsable.....	4		
1.8 Bénéficiaires.....	4		
1.9 Institutions associées.....	4		
1.10 Institutions exécutrices.....	4		
1.11 Bailleurs de Fonds.....	4		
II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET .	5		
A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS.....	5		
2.1 Caractéristiques du secteur.....	5		
III. EXECUTION DU PROJET.....	9		
A. COMPOSANTES ET ACTIVITES.....	9		
3.1 Description des composantes.....	9		
3.2 Liste d'activités.....	9		
3.3 Calendrier prévu.....	11		
B. EXECUTION.....	11		
3.4 Ressources physiques requises.....	11		
3.5 Compétences requises.....	11		
Etudes supérieures.....	11		
3.6 Equipe du Projet.....	11		
3.7 Matrice des Responsabilités.....	12		
C. COUT.....	12		
3.8 Matrice de Financement.....	12		
IV. EVALUATION DU PROJET.....	12		
4.1 Leçons apprises de programmes similaires.....	12		
4.2 Portée spécifique.....	12		
Un flux d'information opportun et une collaboration étroite entre les acteurs sociaux de la région s'avèrent nécessaires afin d'assurer la durabilité du projet.....	12		
4.3 Indicateurs vérifiables.....	12		
4.4 Rapport préliminaire et final.....	12		
ON SOUMETTRA TRIMESTRIELLEMENT DES RAPPORTS SUR LES PROGRES REALISES DANS L'EXECUTION DU PROJET. CES RAPPORTS REFLETERONT LES ACTIVITES REALISEES ET LEURS RESULTATS, LES DIFFICULTES RENCONTREES ET LE NIVEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE. UNE FOIS ACHEVEE L'EXECUTION DU PROJET, UN RAPPORT FINAL SERA PRESENTE SUR			

ABBREVIATIONS ET SIGLES	
--------------------------------	--

AEC	Association des Etats de la Caraïbe
CARICOM	Communauté de la Caraïbe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe.
COCATRAM	Commission centraméricaine du Transport maritime.
CSA	Association de Transporteurs maritimes de la Caraïbe
CST	Comité spécial sur le Transport.
IMC	Institut maritime de la Caraïbe
TRAINMAR	Trainmar Amériques.
UMC	Université maritime de la Caraïbe.

I. PROFIL GENERAL DU PROJET	
A. DESCRIPTION DU PROJET	
1.1 Nom du Projet <i>Création de la Base de données des Problèmes et Solutions dans le cadre de l'Activité maritime et portuaire de l'AEC.</i>	1.2 Secteur prioritaire et Programme de l'AEC <i>Transport (TP)</i>
1.3 Objectifs et Justification <i>Objectif général: Mettre en oeuvre des stratégies de solutions aux problèmes de l'activité maritime et portuaire au sein de l'AEC, qui permettraient d'augmenter l'efficacité du secteur du transport maritime et portuaire dans les pays membres de l'AEC.</i> <i>Objectif(s) spécifique(s): Elaborer une base de données des problèmes spécifiques de l'activité maritime et portuaire à l'échelle régionale, y compris les stratégies de solutions, tant en termes de temps que de coûts.</i> <i>Justification : Le projet abordera les problèmes actuels des sociétés de transport maritime et des ports de la région de la Grande Caraïbe. Son exécution efficace se traduira par une amélioration de la communication et du développement commercial entre les pays membres de l'AEC ainsi qu'avec le reste du monde.</i>	
1.4 Composantes : a) Collecte des informations existantes. b) Création de la base de données spécifiques du Projet. c) Elaboration et présentation du document final.	1.5 Durée et Coûts estimés <i>La durée estimée est d'un an.</i> <i>Composante 1. 80.000,00 USD.</i> <i>Composante 2. 40.000,00 USD.</i> <i>Composante 3. 50.000,00 USD.</i> <i>Projet: 170.000,00 USD.</i>
1.6 Etat actuel du projet <i>Présentation devant le Conseil des Représentants Nationaux du Fonds Spécial de l' AEC</i>	
B. PARTIES PRENANTES	
1.7 Institution responsable <i>Comité spécial sur le Transport de l' AEC</i>	1.8 Bénéficiaires <i>Tous les pays membres de l'AEC, leurs habitants, sociétés commerciales, opérateurs du transport, armateurs de bateaux et établissements portuaires.</i>
1.9 Institutions associées <i>CEPALC.</i> <i>TRAINMAR AMERIQUES.</i> <i>COCATRAM.</i> <i>INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE TRANSPORT DE CUBA.</i> <i>ASSOCIATION DES TRANSPORTEURS MARITIMES DE LA CARAIBE.</i> <i>ASSOCIATION DES ADMINISTRATEURS DES PORTS DE LA CARAIBE.</i>	
1.10 Institutions exécutrices <i>Spécialistes du Ministère du Transport de la République de Cuba et collaborateurs désignés.</i>	1.11 Bailleurs de Fonds <i>A définir.</i>

II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET

A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS

2.1 Caractéristiques du secteur

Au fur et à mesure des progrès de la libéralisation commerciale et de l'élimination des barrières tarifaires à travers le monde, l'intensité croissante des échanges commerciaux à l'échelle mondiale a entraîné des changements en matière de transport et d'infrastructure portuaire pour faire face aux exigences du commerce en général. De même, les coûts du transport jouent un rôle de plus en plus important dans la détermination du prix final des marchandises.

Pour plusieurs membres de l'AEC et en particulier les petites îles de la Caraïbe, cette situation représente un défi énorme. En raison de leur petite taille et du manque d'une gamme variée de ressources intérieures, ces derniers dépendent dans une large mesure des importations pour soutenir la production locale et satisfaire aux demandes du consommateur. Etant donné l'absence d'un marché intérieur dans des proportions importantes, ces nations dépendent aussi des revenus de l'exportation pour soutenir la croissance économique.

La plupart des membres de l'AEC font face à des coûts de transport à l'unité relativement élevés, qui ont une incidence sur les revenus des importations et les prix des importations, tout en empêchant le développement de liens intrarégionaux plus étroits. En 1997, les coûts du fret et de l'assurance des îles de la Caraïbe représentaient 11 pour cent de la valeur totale des importations. Pour l'Amérique centrale cette valeur était de 9 pour cent. Ce chiffre est presque le double de la moyenne mondiale, qui est de 5 pour cent. Les coûts du transport terrestre influent sur le coût total du transport. Bien que beaucoup de ces coûts puissent être attribués aux réalités géographiques inévitables de la région, on peut obtenir une réduction considérable de ces derniers en éliminant les inefficacités importantes du secteur régional du transport.

En même temps, en raison des coûts bas du transport maritime, comparativement aux autres modalités du transport, ce secteur fait l'objet d'une demande élevée dans le cadre du commerce international.

Problèmes à aborder

Etant donné que la plupart des importations et exportations de la Caraïbe sont acheminées par bateau, c'est précisément le transport maritime qui peut produire les bénéfices les plus importants à partir de l'efficacité. Les ports de la Caraïbe n'ont pas la capacité requise et le nombre de transporteurs peut aussi s'avérer insuffisant pour faire face aux besoins actuels.

Ce qui s'impose c'est une réforme harmonisée sur le plan juridique et réglementaire afin de créer des motivations visant à améliorer les pratiques administratives, à promouvoir les investissements afin de moderniser les installations existantes et d'assurer l'exploitation efficace des ressources dans ce domaine. La réforme de l'industrie doit mettre l'accent sur une concurrence accrue (entre et/ou au sein des ports), une gestion efficace (souplesse des heures d'ouverture, formation, élévation des normes environnementales et de sécurité, rationalisation des procédures douanières), une adaptation de l'infrastructure maritime aux besoins des centres de consommation et aux exigences du contexte international ainsi que sur un effort de coopération régionale (pour faciliter le transbordement, une utilisation optimale de l'espace de cargaison, et des investissements dans l'infrastructure, entre autres. En tout cas, il est urgent de recueillir et d'analyser tous ces problèmes du secteur maritime-portuaire de la région afin de rechercher des solutions adéquates qui permettraient d'augmenter l'efficacité du même secteur.

2.2 Proposition de Projet

Afin de résoudre ces derniers et d'autres problèmes d'infrastructure et de transport qui ont une incidence directe sur le commerce international dans la région de la Grande Caraïbe, les pays membres de l'AEC ont adopté un programme régional qui représente un cadre de travail à long terme intitulé « Unification de la Caraïbe par voie aérienne et maritime ». Ce dernier a comme objectif de soutenir la modernisation, l'harmonisation et la rationalisation des politiques de transport, de l'infrastructure et des services dans l'ensemble de la Grande Caraïbe, afin de renforcer la coopération entre les Etats membres. A cet égard, ce programme a identifié le besoin de développer des programmes et projets visant à promouvoir le développement du transport afin de contribuer au développement économique et social des Etats, pays et territoires membres de l'AEC et de promouvoir de façon élargie et permanente, les mécanismes de coopération régionale en matière de transport, dans le but d'adapter les infrastructures existantes aux nouvelles réalités et aux défis posés par les processus d'intégration régionale et internationale.

Afin de pouvoir identifier des programmes et projets appropriés, il est nécessaire d'avoir une idée réelle et actualisée des besoins dans le domaine maritime et portuaire de la région ainsi que des solutions pour établir et consolider un système de transport maritime susceptible de répondre à nos demandes. A cet égard, un spécialiste du ministère des Transports de la République de Cuba a proposé l'élaboration d'une base de données des problèmes spécifiques de l'activité maritime et portuaire régionale, qui comprendrait une définition des stratégies de solutions, tant en termes de temps que de coûts.

Ce projet sera développé à partir de la recherche et de l'analyse sur le terrain des différents problèmes spécifiques de l'activité maritime régionale au sein de l'AEC, leurs causes et les stratégies de solution éventuelles dans chaque pays. Ses composantes fondamentales seront les suivantes :

- a) Base de données dynamique qui, sur le plan opérationnel, permettrait de mettre en œuvre et de renforcer la mise en œuvre et le fonctionnement ultérieur du projet de Système intégré d'Information de l'AEC.
- b) Sous-système composé des Institutions régionales impliquées dans la recherche et la formation des ressources humaines de la Région de la Grande Caraïbe, telles que la CARICOM, la CSA, l'AEC, la CEPALC, COCATRAM, TRAINMAR AMERIQUIES, l'Association d'Administration portuaire de la Caraïbe et l'Institut de Recherche sur le Transport de Cuba.
- c) Sous-système composé des Autorités ou Administrations portuaires, opérateurs portuaires, agents de transport maritime et exportateurs/importateurs, en tant que fournisseurs d'information.
- d) Equipe d'experts-conseil pour exécuter le projet à travers la recherche, la consolidation de l'information et la présentation de l'ensemble des propositions dans la recherche de solutions.

2.3 Autres interventions

On travaille actuellement sur d'autres projets pour lesquels ce travail constituera un complément réel. Il s'agit de :

- Le Système intégré d'Information de l'AEC.
- La Plateforme de Services logistiques
- Le Réseau maritime et portuaire de la Grande Caraïbe.
- La Stratégie de Coopération régionale de la Grande Caraïbe.

2.4 Objectif général du Projet

Mettre en œuvre des stratégies de solutions aux problèmes de l'activité maritime et portuaire dans l'AEC, qui permettraient d'accroître l'efficacité du secteur du transport maritime dans les pays membres de l'AEC.

2.5 Objectif (s) spécifique (s) du Projet

Elaborer une base de données de problèmes spécifiques de l'activité maritime et portuaire régionale, où seront définies des stratégies de solutions, tant en termes de temps que de coûts.

2.6 Résultats escomptés

Disposer d'une définition claire, sous forme de liste, des problèmes qui influent actuellement sur le développement harmonisé de l'activité maritime et portuaire des pays de l'AEC.

Disposer d'une liste de variantes stratégiques pour résoudre chaque problème, définies tant en termes de temps que de coût.

Parvenir à la mise en œuvre et au développement des stratégies prévues pour renforcer les relations entre les Organisations régionales du secteur du transport.

Avancer de façon rapide et organisée vers la résolution des obstacles au développement harmonieux des ports et des flottes sur les territoires de l'AEC, de façon à faciliter le développement d'un transport maritime conforme aux besoins.

C PARTIES PRENANTES

2.7 Bénéficiaires

Tous les pays membres et membres associés de l'AEC, voire tous les territoires du bassin de la Grande Caraïbe.

2.8 Institutions impliquées

AEC
CARICOM
CEPALC
TRAINMAR AMERIQUES
COCATRAM
ASSOCIATION DE TRANSPORTEURS MARITIMES DE LA CARAIBE.
ASSOCIATION D'ADMINISTRATEURS PORTUAIRES DE LA CARAIBE.

C. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE.

2.9 Bénéfices

Information opportune sur les problèmes et la façon de les résoudre en proposant en outre un ordre de priorité d'exécution.

2.10 Risques critiques et Durabilité

Les risques les plus significatifs de ce projet sont la difficulté éventuelle à se procurer les informations nécessaires et ultérieurement à maintenir voire à améliorer cet approvisionnement. Afin de réduire ce risque on propose la persuasion et l'explication détaillée des bénéfices tant pour les fournisseurs que pour ceux qui exécuteront les différentes actions.

2.11 Durabilité ex post

Comme suite à l'exécution de ce projet, on entamera la phase de mise en œuvre de stratégies proposées et approuvées qui déboucheront sur un système harmonieux de développement maritime et de possibilités commerciales entre les peuples de la Grande Caraïbe.

III. EXECUTION DU PROJET

A. COMPOSANTES ET ACTIVITES

3.1 Description des composantes

Composante 1:

RECUEIL DES INFORMATIONS EXISTANTES.

On engagera un expert-conseil ayant une expérience pratique de l'activité maritime et portuaire dans la Grande Caraïbe pour développer une série de données nécessaires au développement du projet. Au cours de cette phase l'expert-conseil analysera les bases de données existantes sur l'activité maritime et portuaire de la Grande Caraïbe et la possibilité réelle d'utiliser les informations contenues dans ces dernières pour faciliter l'analyse requise dans le cadre de ce projet.

Composante 2:

ELABORATION DE LA BASE DE DONNEES SPECIFIQUES DU PROJET.

A partir de un groupe initial de variables établies, l'expert-conseil redéfinira la liste de paramètres à inclure, comme suite à l'évaluation des sources d'information existantes. Cela justifiera l'utilité de la base de données créée, à travers la réalisation d'une analyse approfondie des problèmes existants dans le Bassin de la Grande Caraïbe, en mettant en accent les particularités de chaque pays, port et transporteur maritime, et en élaborant la proposition de solutions. Parmi les fonctions de l'expert-conseil figurera la présentation du projet aux fournisseurs d'informations afin de les sensibiliser à l'importance de participer à l'exécution du projet.

Composante 3:

ELABORATION ET PRESENTATION DU DOCUMENT FINAL.

Durant cette phase aura lieu la présentation des analyses réalisées, des conclusions de ces dernières et des propositions de solutions prévues.

3.2 Liste d'activités

Composante 1 :

1.1 Réunion des acteurs

Le Secrétariat de l'AEC organisera une réunion préliminaire entre les experts-conseil, le Secrétariat de l'AEC et les Institutions associées qui soutiennent le projet, afin de réitérer le besoin de collaboration et de soutien

de la part des acteurs durant la mise en œuvre du projet et de présenter les détails relatifs à la stratégie.

1.2 Développement d'une Série de données.

A partir de l'analyse de l'information et des données sur l'activité maritime et portuaire de la Grande Caraïbe et d'une consultation détaillée avec les fournisseurs d'information éventuels, on fera une présentation préliminaire de la série de données à utiliser.

1.3 Identification et consultation avec les parties prenantes

Après avoir identifié les fournisseurs éventuels des informations requises, on mènera des consultations avec ces derniers afin de leur présenter le projet et d'obtenir leur collaboration active au processus de préparation et de gestion de la base de données. L'expert-conseil se rendra aux différents pays de la région (les sites seront sélectionnés et approuvés en collaboration étroite avec le Secrétariat de l'AEC) afin de se réunir avec les fournisseurs d'information, parties prenantes et ceux qui n'ont pas pu assister aux séminaires régionaux, dans le but d'assurer la disponibilité des données requises.

1.4 Séminaires régionaux.

Ils se tiendront dans au moins quatre pays clés (à identifier), avec les fournisseurs, dans le but d'analyser les problèmes dans les services maritimes et portuaires de la Grande Caraïbe, de leur expliquer et de leur convaincre de la forte utilité pour les secteurs public et privé des informations requises et de la mise en œuvre éventuelle des solutions aux problèmes découverts.

Composante 2:

Création de la base de données spécifiques du projet.

2.1 Développement d'une Plateforme sur Internet pour la liste de données.

Cette activité comprend l'élaboration et le développement d'une base de données spécifiques comprenant les données identifiées au préalable, ainsi qu'une présentation de l'information pertinente sur Internet de façon compatible et conviviale.

2.2 Création du système de recueil de données uniformes et du manuel pour l'entrée de données.

Préparation des questionnaires type en espagnol et anglais pour la collecte et la mise à jour des données, et du manuel des fournisseurs d'information expliquant la façon de procéder (entrée et remplissage des questionnaires).

2.3 Consultation et mise à l'essai du site web créé.

Les informations sur le site web seront mises à l'essai et rendues disponibles en ligne afin de connaître l'opinion des fournisseurs d'information et des usagers et de les prendre en compte afin d'améliorer le système.

Composante 3:**Elaboration et présentation du document final.****3.1 Réunion de révision et de coordination finale (précisions).**

L'expert conseil devra organiser, en collaboration avec le secrétaire général, une réunion de révision finale, lors de laquelle sera présenté le document obtenu, comportant la création de la base de données préliminaire des problèmes et les propositions de solutions.

3.2 Promotion du système de mise à jour de la base de données

Le Secrétariat de l'AEC en assurera la promotion élargie sur le site web accueillant la base de données des problèmes afin d'en assurer la mise à jour permanente.

3.3 Calendrier prévu

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Comp1	xxxxx	xxxxx	xxxxx	xxxxx								
Comp2					xxxxx	xxxxx	xxxxx					
Comp3								xxxxx	xxxxx	xxxxx	xxxxx	xxxxx

Première Phase (Composante): 4 mois.

Deuxième Phase (Composante): 3 mois

Troisième Phase (Composante) : 5 mois

B. EXECUTION**3.4 Ressources physiques requises.**

Matériel, Logiciel, Documentation sur l'Activité maritime et portuaire de la Grande Caraïbe.

3.5 Compétences requises

Etudes supérieures.

Plus de cinq ans d'expérience pratique dans l'activité maritime et portuaire à l'échelle régionale.

Maîtriser au moins l'anglais et l'espagnol.

Appartenir à un pays membre.

3.6 Equipe du Projet

Un (1) administrateur du projet.

Deux (1) ingénieurs (ou économistes) maritimes.

Un (1) spécialiste en Droit maritime.

Total trois (3)

3.7 Matrice des Responsabilités

C. COUT

	Unité	Jours	Honor. / Montant	Sources de financement			TOTAL
				
<i>Experts-conseil</i>							115'200
Frais des experts-conseil							90'000.
Voyages experts-conseil (Région)							25'200.
<i>Équipement</i>							8'000
(Achat/ Production)							8'000.
...							
<i>Autres</i>							
...							
<i>Suivi et Gestion du Projet</i>							42'500
Rapport intermédiaire et final							17'000
Communications							10'500.
Traductions							15'000.
...							
<i>Caisse de prévoyance</i>							4'300.
TOTAL							170'000

3.8 Matrice de Financement

IV. EVALUATION DU PROJET**4.1 Leçons apprises de programmes similaires.**

On tiendra compte des expériences en matière d'exécution et de mise en œuvre de projets similaires par la COCATRAM, la CSA, TRAINMAR et la CEPALC, en les utilisant tant dans la formation des fournisseurs que pour l'analyse et l'élaboration de solutions proposées.

4.2 Portée spécifique.

Un flux d'information opportun et une collaboration étroite entre les acteurs sociaux de la région s'avèrent nécessaires afin d'assurer la durabilité du projet.

4.3 Indicateurs vérifiables.

4.4 Rapport préliminaire et final.

On soumettra trimestriellement des rapports sur les progrès réalisés dans l'exécution du projet. Ces rapports reflèteront les activités réalisées et leurs résultats, les difficultés rencontrées et le niveau d'exécution budgétaire. Une fois achevée l'exécution du projet, un rapport final sera présenté sur l'exécution des différentes activités prévues et le budget utilisé. Une audit financière sera réalisée ultérieurement.

ANNEXE I – CALENDRIER D'ACTIVITES

Années	1														
	1 - 4			5 - 7			8 - 12								
Mois	1			1			2			2			5		
Semaines (approx.)	1		6	1		7	2		8	2		9	5		2
Composante 1	XXXXXX														
Activité 1															
Activité...															
Composante 2				XXXXXX											
...															
...															
Composante 3							XXXXXXXX								

ANNEXE II – BUDGET DETAILLE

COMPOSANTE x								
Activités	Rubriques de dépenses	Unité	Durée		Honor./montant	Sources de financement		Coût total
			Jours	Mois				
X.1								
X.2								
X. ...								
TOTAL COMPOSANTE X								

ANNEXE ... - AUTRES

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)
XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT
Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

CARTE DE ROUTES MARITIMES DE LA GRANDE CARAÏBE



SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET SIGLES.....	3		
I. PROFIL GENERAL DU PROJET	4		
A. DESCRIPTION DU PROJET	ERROR!		
BOOKMARK NOT DEFINED.			
1.1 Nom du Projet	4		
1.2 Secteur prioritaire et Programme de l'PAEC.....	4		
1.3 Objectifs et Justification	4		
1.4 Composantes	4		
1.5 Durée et cout prévu	4		
1.6 Etat actuel du Projet	4		
B. PARTIES INTERESSEES.....	4		
1.7 Entité responsable	4		
1.8 Bénéficiaires.....	4		
1.9 Institutions collaboratrices	4		
1.10 Institutions exécutrices	4		
1.11 Institutions de financement	4		
II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET 6	6		
A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS.....	6		
2.1 Caractéristiques du secteur	6		
2.2 Problèmes rencontrés	7		
2.3 Proposition de Projet	8		
2.4 Autres interventions	9		
B. OBJECTIFS.....	9		
2.5. Objectif général du Projet	9		
2.6. Objectif(s) spécifique(s) du projet.....	9		
2.7. Résultats prévus.....	9		
C. PARTIES INTERESSEES.....	9		
2.8. Bénéficiaires.....	9		
2.9. Institutions impliquées.....	10		
D. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE..	10		
2.10. Bénéfices.....	10		
2.11. Risques critiques et Durabilité.....	10		
2.12. Durabilité ex post.....	10		
III. EXECUTION DU PROJET.....	10		
A. COMPOSANTES ET ACTIVITES	10		
3.1 Description des composantes	10		
3.2 Liste des activités.....	11		
3.3 Calendrier prévu	12		
B. EXECUTION.....	13		
3.4 Ressources physiques requises.	13		
3.5 Expérience requise	13		
3.6 Equipe du Projet.....	13		
3.7 Matrice de responsabilités.....	13		
C. COUT	13		
3.8 Matrice de financement	14		
IV. EVALUATION DU PROJET.....	14		
		4.1 Leçons tirées de programmes connexes..	15
		4.2 Besoins spécifiques	14
		4.3 Indicateurs vérifiables.	14
		4.4 Comptes-rendus et Rapport final ...	14
		<u>ANNEXES</u>	
		ANNEXE I – CALENDRIER D'ACTIVITES.....	156

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)
XIX^{EME} REUNION DU COMITE SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT
Paramaribo, Suriname, les 23 et 24 avril 2010

CARTE DE ROUTES MARITIMES DE LA GRANDE CARAÏBE



SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET SIGLES.....	3
I. PROFIL GENERAL DU PROJET.....	4
A. DESCRIPTION DU PROJET.....	4
1.1 Nom du Projet	4
1.2 Secteur prioritaire et Programme de l'PAEC.....	4
1.3 Objectifs et Justification.....	4
1.4 Composantes	4
1.5 Durée et cout prévu	4
1.6 Etat actuel du Projet	4
B. PARTIES INTERESSEES.....	4
1.7 Entité responsable	4
1.8 Bénéficiaires.....	4
1.9 Institutions collaboratrices	4
1.10 Institutions exécutrices	5
1.11 Institutions de financement	5
II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET 6	6
A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS.....	6
2.1 Carastéristiques du secteur	6
2.2 Problèmes rencontrés	7
2.3 Proposition de Projet	8
2.4 Autres interventions	9
B. OBJECTIFS.....	9
2.5. Objectif général du Projet	9
2.6. Objectif(s) spécifique(s) du projet.....	9
2.7. Résultats prévus.....	9
C. PARTIES INTERESSEES.....	9
2.8. Bénéficiaires.....	9
2.9. Institutions impliquées.....	10
D. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE..	10
2.10. Bénéfices.....	10
2.11. Risques critiques et Durabilité.....	10
2.12. Durabilité ex post.....	10
III. EXECUTION DU PROJET.....	10
A. COMPOSANTES ET ACTIVITES	10
3.1 Description des composantes.....	10
3.2 Liste des activités.....	11
3.3 Calendrier prévu	12
B. EXECUTION.....	13
3.4 Ressources physiques requises.	13
3.5 Expérience requise	13
3.6 Equipe du Projet.....	13
3.7 Matrice de responsabilités.	13
C. COUT	13
3.8 Matrice de financement.....	14
IV. EVALUATION DU PROJET.....	14
4.1 Leçons tirées de programmes connexes..	15

4.2 Besoins spécifiques	14
4.3 Indicateurs vérifiables.	14
4.4 Comptes-rendus et Rapport final ...	14

ANNEXES

ANNEXE I – CALENDRIER D'ACTIVITES.....	156
--	-----

ABBREVIATIONS ET SIGLES

AEC	Association des Etats de la Caraïbe
ACP	Autorité du Canal de Panama
CSA	Association de Transporteurs maritimes de la Caraïbe
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CST	Comité spécial sur le transport
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe
COCATRAM	Commission centraméricaine pour le transport maritime
CMI	Institut maritime de la Caraïbe
TRAINMAR	TRAINMAR
UMC	Université maritime de la Caraïbe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

I. PROFIL GENERAL DU PROJET	
A. DESCRIPTION DU PROJET	
1.1 Nom du Projet <i>Création de la Carte des routes maritimes existant dans la Caraïbe</i>	1.2 Domaine prioritaire et programme de l'AEC <i>Transport (TP) « Unification de la Caraïbe par voie aérienne et maritime »</i>
1.3 Objectifs et Justification <i>Objectif général : Créer une carte actualisée des routes maritimes essentielles qui existent dans la Grande Caraïbe, qui permettrait aux exportateurs, importateurs, vendeurs ou acheteurs, étrangers ou régionaux de savoir quand, comment, avec qui et sous quelles conditions peut être effectué le transport de marchandises.</i> <i>Objectif(s) spécifique(s):</i> Accroître le commerce maritime intra-régional et faciliter ses connexions extérieures. Déterminer l'existence de zones dépourvues de services maritimes dans le territoire de la Grande Caraïbe. Déterminer si les conditions de transport des différentes compagnies existantes satisfont nos attentes vis-à-vis du transport maritime. <i>Justification : Le projet abordera la réalité des services maritimes de la région des Caraïbes et facilitera une réflexion sur la nécessité de créer de nouvelles routes dans d'autres conditions de transport.</i>	
1.4 Composantes : a) Collecte de l'information existante. b) Création de la base de données spécifiques du Projet. c) Formulation et présentation du document final obtenu.	1.5 Durée et Coûts prévus : <i>La durée estimée est de 6 mois :</i> <i>COMPOSANTE 1. 30 000,00 USD.</i> <i>COMPOSANTE 2. 20 000,00 USD.</i> <i>COMPOSANTE 3. 25 000,00 USD.</i> <i>Projet : 75 000,00 USD.</i>
1.6 Etat actuel du Projet <i>Il sera présenté au Comité spécial sur le Transport de l'AEC pour son approbation</i>	
B. PARTIES INTERESSEES	
1.7 Entité responsable <i>Comité spécial sur le Transport de l'AEC</i>	1.8 Bénéficiaires <i>Tous les pays membres de l'AEC, leurs habitants, tous les Etats riverains ou insulaires de la région de la Grande Caraïbe, les entités commerciales des secteurs public et privé, les opérateurs de transport, les armateurs, institutions portuaires, etc.</i>
1.9 Institutions collaboratrices <i>ACP AEC CARICOM CEPALC</i>	

CMI.
 TRAINMAR.
 COCATRAM.
 CETRA
 ASSOCIATION DE TRANSPORTEURS MARITIMES DE LA CARAIBE
 UMC
 CNUCED

1.10 Institutions exécutrices

Ministère du Transport de la République de Cuba, collaborateurs désignés, ACP et COCATRAM

1.11 Institutions financières

US\$ 35 000. Gouvernement de la République de Corée.

II. LOGIQUE D'INTERVENTION DU PROJET

A. CONTEXTE ET ANTECEDENTS

2.1 Caractéristiques du secteur

Au fur et à mesure que se développe la libéralisation commerciale et que sont éliminés les obstacles tarifaires dans le monde entier, l'intensité croissante des échanges commerciaux à l'échelle mondiale, a provoqué des changements en matière de transport maritime et d'infrastructure portuaire afin de répondre aux exigences du commerce en général. Aussi, les coûts du transport sont de plus en plus importants dans l'établissement d'un prix final des marchandises.

Pour plusieurs membres de l'AEC, et en particulier pour les petites îles de la Caraïbe, cette situation représente un énorme défi. Etant donnée leur petite taille et le manque d'une gamme étendue de ressources locales, ces pays dépendent en grande partie des importations afin de supporter la production locale et de satisfaire aux demandes du consommateur. Vu l'absence d'un marché domestique important, ces nations dépendent également des revenus générés par les exportations pour soutenir la croissance économique.

La majorité des pays membres de l'AEC font face à des coûts unitaires de transport relativement élevés, qui influent sur les revenus à l'exportation et les prix des importations, tout en empêchant le développement de liens intrarégionaux plus étroits.

Même si beaucoup de ces coûts peuvent être attribués aux inévitables réalités géographiques de la région, une réduction considérable de ceux-ci peut être obtenue en éliminant des inefficacités importantes dans le secteur régional du transport.

A ce même titre, les coûts réduits du transport maritime, face à d'autres modalités de transport, font de ce secteur l'objet d'une grande demande dans le contexte du commerce international.

Problèmes à aborder

Compte tenu du fait que la majorité des importations et exportations de la Caraïbe sont essentiellement acheminées par voie maritime, c'est précisément dans ce secteur qu'il s'avère nécessaire d'effectuer des modifications organisationnelles afin de créer les bases d'un échange commercial opportun entre les pays de la région et le monde extérieur.

Ce projet mettra en évidence le service de transport qui existe en ce moment, ainsi que ses conditions tant commerciales que techniques et opérationnelles de la flotte assurant le transport et enfin, le système d'agencement et les possibilités de transport de cargaison existantes.

A ce titre, le temps de mouillage au port sera présenté pour les bateaux selon leurs itinéraires, laissant ainsi que les facilités et difficultés actuelles du transbordement dans la région.

2.2 Proposition de projet

Afin de résoudre ces problèmes et d'autres qui existent dans le transport maritime et l'infrastructure portuaire qui ont une incidence directe sur le commerce international dans la région de la Grande Caraïbe, les pays membres de l'AEC ont adopté un programme régional qui constitue un cadre de travail à long terme intitulé « Unification de la Caraïbe par voie aérienne et maritime ». Son objectif est de soutenir la modernisation, l'harmonisation et la rationalisation des politiques de transport, de l'infrastructure nécessaire aux services dans l'ensemble de la Grande Caraïbe.

Le développement du transport contribue à la croissance économique et sociale des Etats, pays et territoires de l'AEC. Ainsi, stimuler de manière élargie et permanente les mécanismes de coopération régionale dans le cadre du transport, afin d'adapter les infrastructures existantes aux nouvelles réalités et aux défis posés par les processus d'intégration régionale et internationale, représente de nos jours un défi inéluctable.

Afin d'identifier des programmes et projets appropriés, il faut avoir une idée réelle actualisée des exigences en matière de routes maritimes régionales qui répondraient à nos besoins.. A cet égard, un spécialiste du Ministère du Transport de la République de Cuba, en collaboration avec le personnel technique de la COCATRAM et l'ACP, a proposé l'élaboration d'une carte des services maritimes actuels de la région.

Ce projet sera développé sur la base de la recherche et de l'analyse sur le terrain, des différentes compagnies maritimes opérant dans la région.

Certains des éléments principaux seront les suivants :

- a) Informations des différents services de transport maritime existants, itinéraires et fréquences et agents représentant les différentes compagnies sur les routes maritimes essentielles.

- b) Un logiciel permettant la mise à jour opportune de la carte élaborée au préalable.
- c) Sous-système composé des organisations ou entités régionales oeuvrant dans le commerce maritime (Agents maritimes, transitaires, exportateurs et importateurs), les entités de consultation, recherche et formation des ressources humaines de la région de la Caraïbe, comme la CARICOM, la CSA, l'AEC, la CEPALC, la COCATRAM, TRAINMAR, etc.
- d) Equipe d'experts-conseil consultants qui développeront le projet effectuant la recherche, consolidant l'information et présentant la carte initiale avec la proposition de mise à jour opportune.

2.3 Autres interventions

On travaille actuellement sur d'autres projets pour lesquels le travail actuel constituera un complément réel :

- Le Système intégré d'information de l'AEC.
- La proposition méthodologique pour la création d'une banque de problèmes sur l'activité maritime et portuaire de la région.
- La Plateforme de services logistiques.
- Le réseau maritime et portuaire de la Grande Caraïbe.
- La Stratégie de coopération régionale de la Grande Caraïbe.

2.4 Objectif général du projet

Etablir clairement la carte des Routes maritimes dont dispose actuellement la région de la Grande Caraïbe.

2.5 Objectif(s) spécifique(s) du Projet

Augmenter le volume de commerce maritime intrarégional et permettre une meilleure connexion avec le marché extérieur afin de déterminer l'existence éventuelle de zones ne disposant pas de services maritimes ou dans lesquelles ces services n'existent pas sous la forme requise.

2.6 Résultats prévus.

Disposer d'une claire définition et représentation dans un diagramme opérationnel (Carte de routes maritimes) des compagnies maritimes qui opèrent dans la région de la Grande Caraïbe, leurs routes, leurs bateaux et caractéristiques, les agents des principaux ports d'escales et leurs conditions principales de transport.

Etablir une forme de mise à jour périodique de l'information y compris du logiciel à appliquer et de la ou les personne(s) responsable(s) de la mise à jour de l'information.

C PARTIES INTERESSEES

2.7 Bénéficiaires

Tous les Etats membres et membres associés de l'AEC, tous les territoires du Bassin de la Grande Caraïbe ainsi que tous ceux qui entretiennent des relations commerciales avec la Caraïbe, en provenance de la Caraïbe et au sein de ses territoires.

2.8 Institutions impliquées

AEC

ACP

CARICOM

CEPALC

TRAINMAR

COCATRAM

ASSOCIATION DE TRANSPORTEURS MARITIMES DE LA CARAIBE

CNUCED

C. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE

2.9 Bénéfices

Informations sur les possibilités réelles de transport maritime régional et extrarégional, la possibilité de développement à la base d'un commerce harmonieux ou une projection des changements jugés nécessaires.

2.10 Risques critiques et durabilité

Le risque le plus important de ce projet réside dans l'éventuelle difficulté liée à la collecte de l'information nécessaire et dans le traitement ou la mise à jour de cette dernière.

Afin de résoudre l'aspect antérieur, on propose une persuasion (fondée) des bénéfices tant pour les fournisseurs que pour les importateurs, exportateurs et tous les secteurs nécessaires et liés d'une manière ou d'une autre au développement du commerce.

2.11 Durabilité ex post

Une information commerciale inestimable émane de la réalisation de ce projet. Une telle information n'existe pas en ce moment de façon

consolidée, ce qui représente une difficulté pour le développement du commerce, la durabilité des résultats du projet avec les bénéficiaires des stratégies mises en œuvre comme suite aux analyses visant à améliorer les services maritimes existants.

III. EXECUTION DU PROJET

A. COMPOSANTES ET ACTIVITES

3.1 Description des composantes

Composante 1:

COLLECTE DE L'INFORMATION EXISTANTE

Un expert-conseil régional ayant une expérience pratique dans le secteur maritime et portuaire de la Grande Caraïbe sera recruté pour développer une série de données nécessaires au développement du projet.

Dans le cadre de cette étape, les bases de données existantes relatives à l'activité maritime et portuaire dans la Grande Caraïbe seront analysées ainsi que la possibilité réelle d'utiliser les informations y contenues et permettant l'analyse du projet.

Composante 2:

CREATION DE LA BASE DE DONNEES SPECIFIQUES DU PROJET.

A partir d'une série initiale de variables, l'expert-conseil établira une liste de paramètres à inclure après avoir identifié et évalué les sources d'informations existantes et il justifiera l'utilité de la base de données créée.

L'expert-conseil devra entre autres présenter le projet aux fournisseurs d'information afin de les sensibiliser quant à l'importance de leur participation à l'exécution du projet.

Composante 3:

FORMULATION ET PRESENTATION DU DOCUMENT FINAL OBTENU.

Au cours de cette étape, les présentations suivantes seront faites :

- ✓ L'information collectée.
- ✓ Les analyses réalisées.
- ✓ Le diagramme opérationnel des routes maritimes de la Grande Caraïbe au moment de la réalisation du projet.
- ✓ La proposition de mise à jour de la série obtenue.
- ✓ Conclusions de l'étude réalisée et recommandations.

3.2 Liste des activités

Composante 1 :

1.1 Réunion des acteurs.

Le Secrétariat de l'AEC organisera une réunion de coordination entre les experts-conseil, le Secrétariat de l'AEC et les institutions collaborant au projet afin de réitérer le besoin de renforcer les liens et le soutien des acteurs pour la mise en œuvre du projet.

1.2 Développement d'une Série de données

A partir d'une analyse de l'information et des données requises sur les activités maritimes et portuaires dans la Grande Caraïbe et d'une consultation exhaustive avec les éventuels fournisseurs d'information, la présentation préliminaire de la série de données à créer sera réalisée.

1.3 Identification et consultation des principaux générateurs et fournisseurs de l'information requise.

Afin d'identifier les générateurs et les éventuels fournisseurs des informations requises, des consultations seront organisées avec ceux-ci afin de leur présenter le projet et de garantir leur active participation dans le processus de préparation et de mise à jour de la base de données.

L'équipe d'experts-conseil visitera les pays-clés dans la région (les pays seront choisis en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'AEC) afin de se réunir avec les fournisseurs d'information et les parties intéressées.

Composante 2:

Création de la base de données spécifiques au projet.

2.1 Elaboration d'une plateforme d'Internet pour héberger la liste de données.

Cette activité représente la création et le développement d'une base de données spécifiques comprenant les données identifiées au préalable, ainsi que l'élaboration d'une présentation de l'information sur Internet de façon accessible et conviviale.

Développement et Incorporation de l'information dans une base de données, placée sur le site de l'AEC. Surveillance du développement et de la production des CD-ROM. Surveillance du programme de formation et de traitement de l'information sur Internet.

2.2 Création d'un système de recueil de données uniformes et d'un guide d'entrées de données.

Préparation des questionnaires en espagnol et en anglais dans le format standard afin de rassembler et mettre à jour les données, ainsi que d'un guide pour les fournisseurs d'information expliquant la marche à suivre (entrer et remplir les questionnaires).

2.3 Consultation et vérification du site web créé

L'information du site web sera mise à l'épreuve et mise en ligne afin de connaître les points de vue des fournisseurs d'information et des usagers, qui seront pris en compte pour l'amélioration du système.

Composante 3:

Formulation et présentation du document final obtenu.

3.1 Réunion de révision finale et de coordination (précisions).

L'expert-conseil devra organiser, en collaboration avec le Secrétariat, une réunion de révision finale pour la présentation du document obtenu, y compris le Diagramme opérationnel maritime final.

3.2 Promotion du système de mise à jour du Diagramme opérationnel maritime créé.

Le site Web présentant la banque de problèmes sera largement divulgué par le Secrétariat de l'AEC afin d'en assurer la mise à jour constante.

3.3 Calendrier prévu

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Comp1	xxxxx	xxxxx	xxxxx									

Comp2				XXXXXX	XXXXXX							
Comp3						XXXXXX						

Première étape (COMPOSANTE): 3 mois.

Deuxième étape (COMPOSANTE): 2 mois

Troisième étape (COMPOSANTE) : 1 mois

B. EXECUTION

3.4 Ressources physiques requises.

Matériel, logiciels, documentation sur les activités maritimes de la Grande Caraïbe.

3.5 Expérience requise pour l'équipe d'experts-conseil

Experts dans le secteur maritime de la Grande Caraïbe

Diplôme universitaire.

Au moins dix années d'expérience pratique dans l'activité maritime et portuaire au sein de la région

Maîtriser au moins l'anglais et l'espagnol.

Provenir d'un pays membre.

3.6 Equipe du Projet

Trois (3) Ingénieurs u économistes maritimes de la région

Total trois (3)

3.7 Matrice de responsabilités.

C. COUT

Budget global (en US\$)				
	COREE	AEC*	Autres bailleurs de fonds	Total
Frais des experts-conseil	20.000			20.000
Voyages des experts-conseil	10.000			10.000
Per diem	5.000			5.000
Voyages du personnel de l'AEC		5.000		5.000
Logistique - Réunions		7.000		7.000
Traductions		5.000		5.000
Surveillance du Composant 2			10.000	10.000

Matériel/Logiciel			15.000	15.000
Formation à l'utilisation du logiciel			3.000	3.000
Communications		2.000	5.000	7.000
Production du CD-ROM			2.000	2.000
Distribution du CD-ROM			2.000	2.000
Prévoyances			3.000	3.000
Total	35.000	19.000	40.000	94.000

* Contrepartie

3.8 Matrice de financement

IV. EVALUATION DU PROJET

4.1 Leçons tirées de programmes connexes.

On prendra en compte les expériences de l'exécution et de la mise en œuvre de projets connexes par la COCATRAM, la CEPALC, TRAINMAR, la CARICOM et la CSA tant dans la formation des fournisseurs que dans l'analyse et la formulation de propositions.

4.2 Besoin spécifique.

Besoin d'un flux d'information opportun et d'un lien étroit entre les acteurs sociaux de la région, afin d'assurer la durabilité du Projet.

4.3 Indicateurs vérifiables.

4.4 Compte-rendu et rapport final.

Des comptes-rendus seront présentés de façon bimensuelle au Secrétariat de l'AEC, sur les progrès dans l'exécution du projet, dans lesquels figureront les activités développées et leurs résultats, les difficultés rencontrées et le budget exécuté.

Une fois le projet achevé, un rapport final sera présenté sur l'exécution des diverses activités prévues et leurs résultats ainsi que sur le budget utilisé.

ANNEXE I – CALENDRIER D'ACTIVITES

Années	1											
	Mois 1 - 4			5 - 7			8 - 12					
	1			1	1		2	2		5		
Semaines (approx.)	1		6	7			8	9		2		
COMPOSANTE 1	XXXXXXXX											
Activité 1												
Activité ...												
COMPOSANTE 2				XXXXXX								
...	X											
...												
COMPOSANTE 3							XXXXXXXX					
...	X											

ANNEXE II – BUDGET DETAILLE

COMPONENTE X :								
Actividades	Rubros de gastos	Unidad	Duración		Honor./ monto	Fuentes de financiamiento		Costo Total
			Días	Meses				
X.1								
X.2								
X. ...								
TOTAL COMPONENTE X								

ANNEXE ... - AUTRES

ADDENDUM DU PROJET « TABLEAU DES ROUTES MARITIMES DE LA REGION DE LA GRANDE CARAÏBE »

Proposition d'exécution du budget assigné à la réalisation (de la 1^{ère} étape) du projet, jusqu'à l'édition du CD contenant les routes maritimes des Services commerciaux actuels de la région de la Grande Caraïbe.

FONDS DISPONIBLES: 35 000.00 USD

Emploi des fonds prévu :

- Visites de l'équipe consultante	16 000.00
- Abonnements et communications	4 000.00
- Recueil et présentation des informations	3 000.00
- Conception du logiciel	6 000.00
- Edition du CD final	5 000.00
- Imprévus:	1 000.00

Total disponible **35 000.00 USD**

PROGRAMME PREVU

Etape I

Visite des pays proposés et approuvés par le Comité spécial sur le transport de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), en tant que pilotes pour l'obtention des informations nécessaires à cette étape initiale.

Trinité et Tobago
Guadeloupe
République dominicaine
Jamaïque
Venezuela
Panama

Durée prévue : Trois (3) mois

Etape II

Traitement de l'information

- Recueil de l'information obtenue
- Examen de l'information
- Ordonnancement de l'information
- Projection de l'information sur la carte régionale.

Durée prévue : Trois (3) mois

Etape III

Création du logiciel-support

Travail concerté de l'ensemble de l'équipe et du programmeur du logiciel.

Durée prévue : Deux (2) mois

Etape IV

Edition du Disque compact contenant le logiciel avec l'information traitée sur les Routes maritimes actuelles.

Durée prévue : Un (1) mois

RÉPARTITION ORGANISATIONNELLE DU TRAVAIL DE L'EQUIPE

Consultant No. 1: Recherche, recueil et examine l'information relative aux Armateurs actifs.

Consultant No 2: Recherche, recueil et examine l'information relative aux Echelles et Itinéraires

Consultant No 3: Recherche, recueil et examine l'information relative aux Ports-échelles et Services offerts.

Toute l'équipe examine et propose la conception de la carte.

OBSERVATIONS

UNIQUE : L'équipe consultante a avancé la proposition d'effectuer une ventilation estimée à 35 000.00 USD déjà disponibles et proposé une utilisation rationnelle des fonds affectés à l'exécution de cette étape du Projet, ce qui dépend des fluctuations incontournables du prix des services sur le marché.